

VARIA

CAROLINE GUIBET-LAFAYE

**VIOLENCE INSURRECTIONALISTE ET VIOLENCE DEFENSIVE.
COMPRENDRE L'USAGE DE LA VIOLENCE POLITIQUE
DE L'EXTRÊME GAUCHE ITALIENNE DANS LES ANNÉES 1960-1980**

Regards sociologiques n°57-58, pp.185-218.
2021. ISSN 1164-0871.

« La perspective d'une pacification séculaire des mœurs a été utilisée dans certains travaux pour affirmer la thèse de l'obsolescence du thème révolutionnaire (Braud et Burdeau, 1992). »
(Persichetti, 2002, p. 213)

L'Italie des années 1960-1980 a connu une vague de violence politique remarquable impliquant l'extrême droite, l'extrême gauche, l'État. Afin de mettre en évidence les mécanismes qui accompagnent l'émergence de ce type de phénomènes et la façon dont les acteurs qui la mettent en œuvre s'y rapportent, nous avons mené une enquête de sociologie qualitative auprès de 30 militants de la gauche extra-parlementaire de cette période. À rebours des travaux jusqu'alors réalisés sur l'Italie (Bosi et Della Porta, 2012 ; Della Porta, 2013 ; Sommier, 1992), nous montrerons la nécessité de subsumer l'interprétation pragmatiste de la violence politique dans sa lecture politico-idéologique et proposerons une lecture critique de l'évolution temporelle de ces schémas selon les générations de militants rencontrés, en ce sens par exemple que le rapport défensif à la violence n'intervient pas dans la phase d'« escalade » du conflit mais dès son origine. Nous soulignerons également le rôle de la perception d'une clôture des opportunités politiques dans les mécanismes de production de la violence au sein des groupes militants les plus militarisés plutôt que dans le mouvement social plus largement.

L'enlèvement puis l'exécution d'Aldo Moro au printemps 1978 ont marqué l'histoire de l'Italie néanmoins cet événement s'inscrit sur le temps long de rapports sociaux conflictuels et ne constitue pas réellement – en dépit de son retentissement – l'acmé des phénomènes de violence politique dans la péninsule. Les manifestations de Reggio Emilia qui rassemblent 20.000 personnes pour répondre à la volonté du Mouvement Social Italien (MSI) d'organiser à Gênes, haut lieu de la Résistance, son sixième congrès, sont réprimées dans le sang le 7 juillet 1960. Tirées à hauteur d'homme, les balles des policiers anti-émeutes tuent cinq manifestants et en blessent vingt autres. En mars 1977, à l'occasion d'une manifestation où plusieurs dizaines de milliers de personnes ont convergé, des groupes sortis du cortège de l'Autonomie dévalisent deux armureries le long du Tibre à Rome. Dans ce contexte pourtant, les actions des BR n'ont pas connu une trajectoire linéaire. Elles connaissent un premier pic en 1974-1975 puis un second en 1979. Ainsi, parmi les actions menées, les attaques contre les personnes

atteignent 20 et 25 % en 1977-1982, puis 67 % en 1983 (Della Porta, 2013, p. 184).

Pour comprendre cette violence sociopolitique et les pratiques illégales qui l'ont accompagnée, il est requis, à rebours d'une tendance caractéristique de la mémoire « publique » de ces décennies, de la replacer dans le contexte sociohistorique de son émergence. En effet, l'historiographie et le discours public tendent à réduire la violence – éventuellement illégale – des détenteurs du pouvoir « aux agissements d'une *cabale* ; symétriquement, la violence et les illégalismes exercés par les classes dominées sont dépouillés de toute épaisseur historique et sociale et sont réduits aux fruits d'une volonté perverse de subversion » (Cavazzini, 2014, p. 47). De façon générale, l'étude de la violence politique dans l'Italie des années 1960-1980 permet de mettre en évidence, de façon paradigmatique, les interactions entre dynamique du conflit social, réaction des institutions et des pouvoirs publics, d'une part, ainsi que l'orientation idéologico-organisationnelle des acteurs politiques, de l'autre.

La sociologie des mouvements sociaux a montré que les processus et les performances/actions se construisent de manière relationnelle et appellent une prise en compte de tous les acteurs en présence dans un espace de conflit donné (Bennani-Chraïbi et Fillieule, 2012, p. 787). S'agissant de la violence politique, on tend à considérer qu'elle émerge au carrefour de changements d'environnement politique, de la répression étatique, des concurrences entre mouvements sociaux et de l'existence de contre-mouvements (voir Bosi, 2012, p. 178). Si l'on s'en tient à la phase liminaire de son émergence, trois mécanismes interviendraient : l'accentuation de la répression à l'encontre du mouvement contestataire, l'intensification de la concurrence organisationnelle et l'activation des réseaux militants (Della Porta, 2013).

Concernant l'Italie, l'analyse de huit biographies et autobiographies d'ex-Brigadistes a permis à L. Bosi et D. Della Porta (2012) de mettre en évidence, à partir d'une étude comparée avec l'Armée Républicaine Irlandaise Provisoire (PIRA), trois paradigmes du rapport à la violence politique de ces militants selon qu'elle est considérée comme une violence révolutionnaire susceptible de faire basculer la situation sociopolitique (voie dite « idéologique »), selon qu'il dénote d'un usage pragmatique (voie dite « instrumentale ») ou réactif face à un climat de radicalité (voie dite « solidariste »). Ce tripe paradigme est-il pertinent pour aborder le rapport à la violence politique au sein de la pluralité des organisations armées italiennes de l'époque ? Quel rôle la socialisation secondaire et la « prise de rôle martial », d'une part, et la « concurrence organisationnelle », d'autre part, ont-elles dans la mise en œuvre de cette violence ?

Afin de réévaluer le rapport à la violence des militants clandestins des groupes d'extrême gauche italiens de l'époque et son rôle dans ce qu'il est commun de nommer l'« escalade » de la violence, nous avons conduit une enquête de sociologie qualitative auprès de 30 de ces activistes. L'analyse des entretiens semi-directifs permet de nuancer la thèse d'un lien direct ou immédiat entre idéologie (révolutionnaire) et action (pour une transformation radicale) à partir de la considération des cadrages axiologiques et situationnels dont il dépend convoquant notamment une représentation de la structure des opportunités politiques. Elle autorise, par conséquent, à reconsidérer les définitions de la radicalité en termes d'implication analytique directe

entre moyens d'actions radicaux et idéologie dite radicale (voir Bronner, 2009). La critique de cette approche conduit également, sur le plan méso-sociologique, à une réévaluation de la place des organisations dans ces processus, en lien avec la mise en évidence d'une compétition dans le positionnement au sein de l'espace social de la contestation et pour le monopole de la violence illégale. L'analyse autorise enfin, sur le plan microsociologique, un réexamen des trois types de rapport à la violence politique tirés de l'étude des huit biographies et autobiographies d'ex-Brigadistes par Bosi Della Porta (2012). Nous aborderons ces points en considérant, dans un premier temps, l'évolution du rapport générationnel à la violence politique et les mécanismes sociologiques qui la sous-tendent. Nous envisagerons ensuite les deux paradigmes principaux de ce rapport : celui idéologico-stratégique (ou insurrectionaliste) impliquant un rapport analytique du projet et de l'action révolutionnaires, et celui de la violence défensive/réactive à partir duquel nous interrogerons de façon critique les lectures de ces configurations sociales en termes d'« escalade » de la violence.

Présentation de l'enquête

L'analyse que nous développons s'appuie sur une enquête réalisée entre février 2016 et février 2020. Elle nous a permis de nous entretenir avec 30 militants impliqués dans des organisations extra-parlementaires (BR, PL, LC, *Potere Operaio*, Autonomie ouvrière)¹ actives en Italie entre la fin des années 1960 et les années 1980. Les personnes ont été contactées soit de façon directe, soit par la méthode « boule de neige » (Laperrière, 1997)². Elles sont nées entre 1933 et 1965. Les entretiens ont été enregistrés et intégralement retranscrits. Ils ont duré entre 55 mn et 3h, pour une moyenne de 78 mn par entretien. Ils ont été réalisés en face-à-face et, pour deux cas, par vidéo-conférence. Sept personnes ont préféré répondre par écrit. Les entretiens se sont déroulés soit en français soit en

¹ Pour un bref historique des groupes étudiés, voir annexe 2.

² Dans ce type de terrain, il s'avère quasiment impossible de procéder à une sélection des enquêtés par âge et par sexe, les opportunités de contacts étant aléatoires (voir Grojean, 2010).

italien, en Italie et en France. L'annexe 1 présente la liste des enquêtées et leurs caractéristiques sociodémographiques (0). Le choix des organisations illégales étudiées tient à l'importance qu'elles ont revêtue en Italie. Ces collectifs portent en outre des justifications irréductibles du recours à la violence politique et l'ont convoquée de façon distincte. Les BR et PL ont fait le choix de l'exécution politique à la différence des mouvements autour de l'Autonomie ouvrière.

La collecte de données primaires a été complétée par une étude systématique des documents écrits publiés par les groupes étudiés, tels les communiqués des BR, les documents du procès de PL (1980), les statuts des *Formazioni Comuniste Combattenti* (1970) mais aussi les revues *Quaderni Rossi* (1961-1966), *Classe Operaia* (1964-1967), *Quaderni Piacentini* (1962-1970). Plusieurs fonds d'archives ont été consultés notamment les histoires de vie et les documents judiciaires relatifs à la période et rassemblés à l'Istituto Carlo Cattaneo (Bologne) ; les Archives historiques du Sénat de la République, à partir de la documentation informatisée des *Commissioni stragi* (commission parlementaire d'enquête sur le terrorisme) et la documentation de la Commissione d'inchiesta per la strage di via Fani ; le Fonds *Avanguardia operaia* ; le fonds *Lotta Continua* conservés à la fondation Erri de Luca (Rome) ; le fonds Vittorio Foa (ACS) ; les Archives Pezzi, Secours rouge à l'Istituto storico Ferruccio Parri.

Le recueil de données primaires et l'exploitation des archives ont été associés à une étude des sources de l'époque et contemporaines, à la consultation de documents gouvernementaux et non gouvernementaux et de tout élément relatif au sujet en italien, anglais, français et espagnol. La triangulation à partir de documents de plusieurs origines a permis de contextualiser les propos des enquêtés concernant le rôle des réseaux, des amis, de l'idéologie, de violence, etc. ainsi que les événements transformatifs dont ils ont fait l'expérience au cours de leur trajectoire. Elle contribue également à la mise en perspective de leurs discours à partir de la prise en compte de leur place et de leurs fonctions dans les groupes considérés. Enfin, en comparant les trajectoires biographiques et les autobiographies, il est possible de dégager des dimensions de la mémoire collective communes à certains groupes d'enquêtés. Toutefois chaque

entretien reflète la façon dont les individus veulent être appréhendés et se présentent après que cette étape de la violence politique dans leur pays a pris fin. De chacune des organisations évoquées, nous avons interrogé plusieurs membres qui se répartissent numériquement comme suit :

TABLEAU 1 REPARTITION DES ENQUETES DANS LES GROUPES POLITIQUES

Groupes	Effectifs
BR	7
PL	10
LC	3
Potere Operaio	5
Autonomie ouvrière	5
Total	30

1. Contextes et générations face à la violence politique

Mécanismes du déploiement de la violence politique

Loin de constituer le produit d'une explosion spontanée, la violence politique est le fruit de mécanismes susceptibles d'être précisément explicités. Les mécanismes causaux peuvent être appréhendés comme des « chaînes d'interactions filtrant des conditions structurelles et provoquant des effets » (Della Porta, 2013, p. 24). Ainsi définis, ils trouvent une *fonction méthodologique* dans l'analyse des interactions entre facteurs contextuels, organisationnels et interpersonnels. Ces mécanismes coïncident alors avec des « enchaînements d'événements génératifs liant des causes macrosociologiques (telles que des mutations contextuelles) à des effets cumulatifs (par exemple des cycles de contestation) par des acteurs individuels et/ou organisationnels » (Della Porta, 2013, p. 24).

Dans les premières phases du déploiement de ce type de violence, trois mécanismes interviennent : l'accentuation de la répression à l'encontre du mouvement contestataire, l'intensification de la

concurrence organisationnelle et l'activation des réseaux militants (voir Della Porta, 2013). Cette phase liminaire résulterait d'une interaction de plus en plus violente avec l'État (la répression enclenchant le mécanisme de l'escalade selon Della Porta), alors que parallèlement l'innovation tactique et la compétition entre les groupes militants favoriseraient l'adoption de méthodes de plus en plus brutales dans certaines branches de la contestation. Si l'histoire italienne de l'époque étudiée atteste, comme nous le verrons, des mécanismes à l'œuvre dans cette première phase, on peut se demander si s'y vérifient effectivement ceux qui pourraient caractériser les phases ultérieures du développement de la violence politique. L'étude à laquelle nous faisons référence établit que durant la phase de violence clandestine, quatre mécanismes s'avéreraient opérants : le cloisonnement organisationnel, le processus de militarisation, « l'encapsulation » idéologique et la clôture militante. Au cours de cette phase, le processus de radicalisation, arrivé à son terme, transforme une fraction d'un mouvement social en une « secte militaire » (Della Porta, 2013, p. 7), l'action armée clandestine impliquant un compartimentage, un repli du groupe sur lui-même et l'enfermement idéologique de ses membres, selon l'auteure. Le cloisonnement organisationnel et la militarisation des actions seraient liés à l'encapsulation idéologique, associée à une évolution vers un élitisme et un manichéisme croissants, ainsi qu'à une essentialisation de la violence comme valeur en soi (Della Porta 2013).

Y compris lorsqu'elle n'est pas conceptualisée en termes de « mécanismes » causaux, la violence politique et son intensification est perçue comme favorisée par deux facteurs étroitement associés : la compétition entre les groupes opposés ou de même orientation ; les dynamiques de socialisation secondaire et de prise de rôle martial (Sommier, 2012, p. 22), c'est-à-dire aussi bien par des facteurs de niveaux méso que microsociaux. Ainsi on a pu considérer que « la confrontation physique à des contre-mouvements, *a fortiori* lorsqu'ils se font les auxiliaires ou les alliés des forces répressives, et la concurrence entre organisations de même obédience mesurant leur ferveur à la cause (et donc la captation de clientèles) à l'audace de leurs coups favorisent [...] la formation de groupes de pairs soudés par une même valorisation du capital physique, un même *ethos* guerrier et une

communauté d'expériences de combat » (Sommier, 2012, p. 23). L'enquête que nous avons menée, fondée sur la reconstitution de trajectoires de vie, permettra donc d'envisager, d'une part, dans quelle mesure « l'élévation des niveaux de violence est [...] favorisée par les dynamiques de socialisation secondaire et de prise de rôle martial » (Sommier, 2012, p. 22) et, d'autre part, si les mécanismes décrits par Della Porta (2013) sont effectivement à l'œuvre dans les phases liminaire et d'apogée de la violence politique en Italie au cours des années 1960-1980.

Le contexte italien de tension exacerbée semble confirmer la pertinence de mécanismes heuristiques distincts se plaçant, d'une part, non pas tant du côté d'une forme de « compétition pour le pouvoir » (Alimi, 2011), que de la recherche d'un positionnement dans l'espace de la contestation. Sur le plan mésosociologique, le recours à la violence politique s'explique plus finement, non pas à partir d'une « concurrence » organisationnelle pour le recrutement et la captation de militants, que d'une prise de position dans ce champ symbolique et politique. Un deuxième mécanisme concerne, d'autre part, le rapport favorable ou non entre « opportunité et menace » entre le mouvement social et le système politique, l'élucidation de ce mécanisme orientant, sur le plan macrosociologique, vers la thématique de la clôture des opportunités politiques (COP). Enfin un dernier mécanisme suggère de considérer plus spécifiquement « l'escalade action-réaction » entre les acteurs du mouvement social et les forces adversaires, clandestines et légales (répression d'État).

Génération de militants : trois modalités de rapport à la violence politique ?

Au-delà des mécanismes de niveaux macro et mésosociaux, la littérature secondaire a proposé plusieurs analyses des raisons conduisant, sur le plan microsocial, des individus à s'engager dans la lutte ou la propagande armées. Ces travaux se placent soit à un très haut niveau de généralité, embrassant dans une même comparaison l'extrême gauche et l'extrême droite italiennes des années que nous étudions, ETA et des réseaux politico-religieux comme Al-Qaïda (Della Porta, 2013), soit s'appuient sur une perspective comparative entre les BR et le PIRA mais avec un échantillon très restreint d'acteurs pour le premier groupe (Bosi et

Della Porta, 2012). La première étude argumente en faveur d'une évolution du rapport à la violence des deux générations de militants distinguées, en l'occurrence celle des fondateurs et des militants venant ultérieurement. Elle suggère que, pour la première, les réseaux familiaux sont plus importants, là où l'influence d'une communauté élargie est plus notable pour la seconde (voir Della Porta, 2013, p. 131). De façon analogue, la mise en évidence des trois « voies » de l'activisme armé (idéologique, instrumentale, solidariste) suggère une approche et un usage différencié de la violence politique (Bosi et Della Porta, 2012).

Les militants se percevant comme appartenant à une longue histoire de lutte nourrie de récits de résistance, c'est-à-dire relevant du type « idéologique », auraient un rapport primordial, essentiel, fondateur (*critical*) à la violence politique. Ils appréhendent, dans le contexte sociohistorique au sein duquel ils évoluent des signaux d'une situation potentiellement révolutionnaire et semblent avoir compris plus vite que les autres, sans rupture individuelle spécifique avec leurs opinions politiques antérieures, que la situation avait changé et que la lutte armée paraissait désormais pertinente (Bosi et Della Porta, 2012, p. 372). La répression d'État a consolidé leurs convictions antérieures et légitimé la mobilisation finale en faveur de l'activisme armé, plutôt qu'elle n'a fonctionné comme une sorte de révélation ou de perte d'innocence, phénomène que l'on trouve plutôt chez les militants des voies instrumentale et solidariste.

Les carrières militantes du deuxième groupe d'acteurs, identifié par Bosi et Della Porta, convergent précisément autour de leur rapport à la violence politique, appréhendée de façon instrumentale ou pragmatiste. Estimant que la voie légaliste, dans le contexte de l'Italie de l'époque, était une impasse, ces individus se sont tournés vers les organisations armées en vue de poursuivre leur combat politique. La recherche de stratégies efficaces ainsi que la clôture des opportunités politiques, au plan macrosocial, les ont conduit sur la voie de l'illégalisme voire de la violence politique (voir Balzerani, Fiore, Peci, Ronconi ; interviewés 26 et 27 in Bosi et Della Porta, 2012). Ce rapport à la violence politique correspondrait en outre à une époque ultérieure de l'évolution des groupes clandestins. Il y aurait, parmi ce profil d'acteurs, un

individualisme plus marqué dans la mesure où ces militants se perçoivent moins comme reprenant le flambeau d'une tradition dont ils se seraient faits les héritiers que comme procédant d'un choix personnel, motivé par un raisonnement essentiellement stratégique (voir Balzerani, 1998) au regard de l'inefficacité des autres moyens d'action¹. La micro-mobilisation passe plutôt ici par la croyance que les formes non-violentes de protestation n'étaient plus utiles face à la fermeture des opportunités politiques.

Le rapport à la violence politique du dernier groupe de militants dit « solidaristes » s'orchestre autour d'une volonté défensive consistant, selon Bosi et Della Porta qui étudient conjointement le PIRA et les BR, en un souci de défense de sa propre communauté notamment contre la répression d'État et les attaques violentes de l'adversaire (groupes d'extrême droite). Dans le cas de l'Italie, la communauté à défendre ne serait pas le groupe ethno-nationaliste de référence mais plutôt une sous-culture radicale où les liens politiques et amicaux se recourent². L'engagement est nourri par la solidarité avec une communauté en lutte dans un environnement caractérisé par des émotions intenses (parmi lesquelles la colère et la vengeance seraient souvent mentionnées).

L'usage de la force s'inscrirait ici dans le cadre d'un conflit marqué par une escalade de la violence [dont les militants peuvent reconnaître qu'elle leur échappe en grande partie (voir Moretti, 2010)]³, plutôt qu'il ne relèverait d'un choix idéologique ou stratégique (en termes d'efficacité). Pour ces militants, au début du moins, la violence ne serait pas légitimée en référence à l'idéologie ou aux stratégies politiques, mais plutôt comme un élément quotidien dans la gestion des conflits. Elle serait le résultat d'une recherche de sens et de loyauté envers

• ¹ Voir Encadré 2 ; Interviewée n° 20 in Bosi et Della Porta, 2012 ; Susanna Ronconi, citée in Novelli et Tranfaglia, 2007, p. 173).

• ² Nous avons, en d'autres lieux, mis en évidence, *a contrario*, le rôle des liens amicaux dès le début de la formation des groupes clandestins (cf. xxx, 2020a).

• ³ Bien qu'ayant pour ambition de dresser des idéaux-types, la typologie dont nous rappelons ici les traits recouvre des distinctions générationnelles faisant correspondre chaque « voie » à une étape du conflit social italien.

le groupe de pairs (Bosi et Della Porta, 2012, p. 381). Les individus deviendraient acteurs d'une violence qu'avant tout ils subiraient dans un contexte de batailles de rue avec l'extrême droite et un environnement radicalisé. Si la motivation principale donnée pour l'engagement était celle d'une nécessaire réponse à la violence étatique, il y avait aussi, parmi ces militants, un fort besoin émotionnel de se venger de l'ennemi, qu'il s'agisse de l'extrême droite ou de la police italienne.

La violence politique, une question idéologique ou stratégique ?

«*La politique, on la fait avec la violence.*»
(Paolino)

La nécessité d'actions armées

Afin d'éprouver la validité de cette typologie, établie à partir des récits autobiographiques de huit Brigadistes, pour d'autres acteurs illégaux italiens condamnés pour des faits de terrorisme, nous avons procédé à une analyse systématique de leurs arguments et représentations en matière de violence politique. S'agissant du recours à cette dernière, il est courant de considérer qu'elle s'appuie sur des justifications normatives et instrumentales (voir Gurr, 1970), «variables selon les pays et la singularité de leur parcours historique» (Sommier, 2008, p. 95). Ces deux catégories, générales et abstraites, peuvent être précisées à la lumière des discours recueillis auprès de ceux qui l'ont convoquée au cours des années 1960-1980 en Italie. Dans cette perspective, deux dimensions doivent être élucidées : d'une part, les raisons du recours à ce type de moyens ; d'autre part, la définition de la violence et le sens que lui confèrent ceux qui en ont usé. Le 0 présente la distribution des motifs susceptibles de justifier ce *medium*.

TABLEAU II JUSTIFICATIONS PAR LES MILITANTS DE LA NECESSITE DU RECOURS A LA VIOLENCE POLITIQUE¹

Motifs	Occurrences	Catégories	Total
Justifier par la violence d'État	5	Violence réactive	5
Réponse à une autre violence	8	Violence défensive	11
Invasion du territoire	3		
Atteinte à la dignité humaine	1		
Pour affirmer un projet politique	16	Violence instrumentale	32
Pour affirmer ses droits	11		
Réponse à la forclusion des OP	5		
Favoriser action collective	1		
NSP	1		

Le sujet de la violence, du fait de la spécificité de notre échantillon, doit être abordé avec précaution dans la mesure où il est pris dans un regard rétrospectif et considéré par des individus qui ont pris avec elle, le plus souvent, officiellement voire publiquement, leurs distances. Les acteurs parviennent toutefois à dissocier leur posture passée

¹ Le 0 rassemble les occurrences des réponses à la question « Est-ce que, de votre point de vue, il était possible de parvenir aux buts votre organisation sans recourir à la lutte armée/à la violence ? Pourquoi ? » ainsi que les mentions, au cours de l'entretien, du caractère « inévitable » voire nécessaire de l'usage de la violence et des actions militaires. Cette double collecte explique le nombre d'occurrences supérieur à celui des individus rencontrés.

de celle qu'ils endossent aujourd'hui, autorisant ainsi un retour sur leurs mobiles antérieurs et les arguments qui les ont alors poussés à recourir à ce répertoire. Il s'agit bien toujours pour eux de contextualiser les choix qu'ils ont opérés, que ce soit à l'échelle internationale (contexte des mouvements de libération nationale) comme nationale (répression d'État, affrontements avec l'extrême droite).

Les motifs convoqués, tout en renvoyant à des justifications normatives et instrumentales, se précisent toutefois en termes de moyens au service d'un projet politique (motif idéologique, violence instrumentale) ou de violence réactive nourrie par une posture d'autodéfense que ce soit à l'encontre de l'État, de l'ennemi politique (l'extrême droite) ou lorsque d'autres situations fictives de mise en péril de soi sont envisagées (invasion, expansion du fascisme de la deuxième guerre mondiale, etc.). Les occurrences du 0 mettent en évidence la prévalence du motif idéologique sur le mobile défensif.

TABLEAU III. JUSTIFICATIONS AU SEIN DES GROUPES DE LA NECESSITE DU RECOURS A LA VIOLENCE POLITIQUE

Motifs	BR	PL	LC	PO	Autonomie
Justifier par la violence d'État	3	3			
Réponse à une autre violence	2	2	2		1
Invasion du territoire	1		1		
Atteinte à la dignité humaine		1			
Pour affirmer un projet politique	5	4	1	3	3
Pour affirmer ses droits	3	3		3	2
Réponse à la forclusion des OP	1	4			
NSP	1				

Le motif « idéologique » demande toutefois à être apprécié dans sa complexité et la multiplicité de ses facettes. Il détermine, en premier lieu, un rapport stratégique et instrumental à la violence fondé sur l'identification et le cadrage de la situation sociopolitique en termes de rapport de force. Le discours de M. F. (né en 1955 mais appartenant à la γ 1¹, PL) le met en lumière :

« J'étais absolument convaincu qu'on faisait ce qu'il fallait faire. Qu'on était ceux qui réalisaient ce dont les autres se contentaient de parler, le slogan principal de 68-69 : la révolution, le fait que l'État bourgeois doit être abattu et qu'il ne peut pas être changé. C'est le point crucial. Que par le réformisme, par le vote, on ne pouvait aller nulle part, ce que le secrétaire du Parti communiste avait d'ailleurs admis, et que donc la seule chose à faire était de construire une organisation paramilitaire révolutionnaire. Et à partir de là, il y avait un débat interne : comme ci ou comme ça. »

Les contextes évoluent tout comme la « tolérance » à la violence. Elle est de nos jours très faible, alors que cette dernière faisait, dans les années 1960-1970, davantage partie du jeu politique. Elle n'avait alors pas le statut d'exceptionnalité qu'elle revêt actuellement et pouvait donc, de façon raisonnée, être considérée comme un instrument politique à part entière². C'est précisément parce qu'elle est inscrite dans une stratégie politique et non pas exercée pour elle-même qu'elle s'avère, aux yeux des acteurs, à même de trouver une légitimité³. De ce

¹ Génération qui s'est engagée entre 15-17 ans.

² Tel est bien ce que suggère Paolino, né en 1956 (PL), lorsqu'il est interrogé sur la possibilité de parvenir aux objectifs de PL sans violence : « C'est une question difficile. Moi je pense que non, parce qu'à ce moment-là, on faisait de la politique comme ça, il n'y avait pas de solution alternative. On l'a vu aux élections de 1975, avec *Democrazia Proletaria*, les affrontements qu'il y a eu à l'intérieur pour chercher à exclure LC, par exemple. Ce n'était pas possible de se déguiser en réformiste. » (nous soulignons)

³ Cette stratégie consiste notamment, comme nous le verrons, à l'articuler aux luttes sociales ainsi que le souligne S. Segio : « De Luca, enfin, exprime une vérité qui est généralement tue : "la lutte armée, par rapport à ce que nous faisons nous, elle était différente seulement parce qu'eux [LC ?] faisaient de la lutte armée leur seule forme d'expression politique. Pour nous, c'était seulement le corollaire maudit d'une grande lutte politique qui devait se jouer à la lumière du jour" (« Perché non dico chi ha

fait, il existe une solution de continuité irréductible entre les représentations des outils politiques des militants de l'époque et celles des analystes contemporains. Existe, pour les premiers, une continuité des moyens d'actions, là où les seconds introduisent et projettent la « rupture » et la discontinuité entre moyens d'action « violents » et « non violents », « légaux » et « illégaux » alors que, d'une part, la continuité entre ces deux dimensions est un principe central de l'idéologie révolutionnaire, antiétatique ou antisystème et que, d'autre part, les actions légales, illégales et violentes doivent être comprises comme un ensemble homogène de pratiques sociales. Des travaux de type quantitatifs réalisés sur la RFA par M. Kaase et F. Neidhardt ont mis en évidence le lien entre les dimensions de l'action légale et violente, par les items de l'action illégale (Kaase et Neidhardt, 1990, p. 11-14). Ils soulignent, de la sorte, l'existence d'un *continuum* entre les trois dimensions (légale, illégale, violente)¹. Cette continuité est illustrée par le discours de Melchior (PL, G 1²) :

« En 1975, nous avons commencé à mener des actions que nous appelions "de combat". C'étaient des actions caractérisées par l'usage de la violence, pas nécessairement à l'aide d'armes à feu. Avec un armement plus léger, des armes blanches, des cocktails Molotov...

Il n'y a jamais eu dans ma tête, ni dans celle de mes amis, l'idée d'une rupture. Ça a été une progression dans l'usage de la violence, la violence était intériorisée comme étant juste, depuis l'époque où je faisais partie du Parti communiste italien. » (nous soulignons)³

ucciso Calabresi », entretien avec Claudio Sabelli Fioretti, Magazine du *Corriere della Sera*, 9 septembre 2004). »

¹ Une analyse des corrélations entre dix items de participation en RFA montre que parmi les trois sous-dimensions (légale, illégale, violente), existe une forte corrélation moyenne de .55 entre chacun de leurs items ; qu'il existe des corrélations intermédiaires entre les items illégaux-légaux (40) et illégaux-violents (28) ; qu'enfin il n'y a pratiquement aucune relation entre les dimensions légales et violentes (r=09) qui se trouvent donc liées entre elles par l'intermédiaire de la dimension illégale.

² Voir la légende de l'annexe 1.

³ M. F., inculpé pour homicide, lui fait écho : *« Moi, je faisais des luttes au lycée, dans le quartier, je pense de la même manière que n'importe qui. Je récoltais des signatures pour le référendum, ça aussi je l'ai fait. On n'était pas différent de n'importe quel militant "normal" de gauche, si tant est que ce concept ait un sens. »* Les propos de M. F. attestent d'une normalisation et d'une banalisation de l'engagement illégal à l'époque, qui s'explique par l'importance

Nous n'interpréterons pourtant pas cette continuité de l'engagement en termes de « conséquence naturelle des conditions environnementales » (Bosi et Della Porta, 2012, p. 381) tant l'interprétation naturaliste est inadaptée pour rendre compte de processus sociaux et politiques. Plutôt qu'une naturalisation de l'engagement, ce sont des processus cognitifs et un cadrage de l'action politique efficace qui est mise en œuvre par ses acteurs. Ainsi la lutte armée apparaît, aux yeux des acteurs, comme l'instrument le plus efficace et le seul approprié pour un projet politique de remise en question radicale du *statu quo* et de la situation sociopolitique italienne de l'époque, ce raisonnement aboutissant à la conclusion selon laquelle *« la seule façon de bouleverser la situation d'un pays, la situation de l'Italie, de l'Europe, de l'OTAN à l'époque, c'était celle du passage à une lutte armée. Car la lutte, disons-le ainsi, politique, syndicale et sociale, s'était heurtée à un mur, un mur pas fait simplement du déni de certaines réformes – car pourtant les réformes étaient faites : le statut des travailleurs, le divorce, après ceci et cela –, mais de changer les cadres du pays, non. Tant il est vrai que ce mur s'est solidifié, il s'est présenté d'une manière solide le 12 décembre 1969 avec le massacre de Piazza Fontana »* (Federico, BR)

La « rupture révolutionnaire » (M. F., PL) suppose et dépend de la mise en œuvre de la violence politique. Or comme le souligne M. F., « une grande quantité de mouvements [tels PO, LC] avaient déjà intégré l'idée fondamentale de la rupture révolutionnaire, et même la nécessité de la violence politique, considérée comme inéluctable dans cette optique ». Intervient alors un phénomène d'« amplification de la croyance » (Snow *et al.*, 1986) au sens où d'une part, les croyances constituent comme des éléments idéaux qui soutiennent ou entravent cognitivement l'action dans la poursuite des valeurs souhaitées et où, d'autre part, le soutien et la participation à un mouvement social dépendent de la revitalisation

numérique des individus ayant rejoint les groupes extra-parlementaires. Entre 1970 et 1990, 4 087 personnes ont été poursuivies pour appartenance à une organisation armée dont 911 pour les BR (Moretti, 2010, p. 272) auxquelles s'ajoutent celles œuvrant dans les formations annexes des BR et qui se montent à 426. Entre 6 et 7000 personnes, issues de l'extrême gauche, ont purgé des peines de prison plus ou moins longues (S. Segio). L'un de ses fondateurs estime qu'il y avait 5 000 militants autour de PO.

d'un cadre interprétatif convoquant soit une amplification des valeurs soit une amplification des croyances (Snow *et al.*, 1986, p. 469). Ainsi les activistes de ces groupes considèrent à la fois que la violence est inévitable dans un projet de transformation sociale radicale et qu'elle revêt également une dimension instrumentale, dans un dispositif de lutte des classes où des droits sont à conquérir, conformément à une logique marxiste inspirée de l'histoire des luttes sociales à travers le monde. S'expriment alors des croyances, d'un côté, sur la probabilité de changement ou d'efficacité de l'action collective (voir Klandermans, 1983, 1984 ; Oberschall, 1980 ; Olson, 1965 ; et Piven et Cloward, 1977) et des croyances, d'un autre côté, sur la nécessité et l'opportunité de « se lever/dresser », de faire face (Fireman et Gamson, 1979 ; Oliver, 1984 ; Piven et Cloward, 1977). Pour cette raison, on ne peut affirmer qu'à l'origine de la formation des groupes armés le recrutement instrumental et solidariste étaient quasiment absents (Bosi et Della Porta, 2012, p. 371), dans la mesure où l'action révolutionnaire est intrinsèquement contenue, cadrée et intégrée dans un projet politique de transformation sociale radicale.

Notre analyse suggère ainsi une autre lecture du rapport au contexte et de l'interprétation du recours à la violence politique des militants de la voie « idéologique » qui constituent, dans l'étude mentionnée, les militants de la première heure. Bosi et Della Porta estiment qu'ils ont appréhendé, dans le contexte sociopolitique, des signaux permettant de considérer que la situation avait changé et que la lutte armée paraissait désormais pertinente (Bosi et Della Porta, 2012, p. 372). Dans les discours des acteurs, l'évocation d'un « changement de la situation » est plutôt liée à une évolution du climat social en termes de tension avec l'État, de violence subie de la part de l'extrême droite, de répression. Elle est plus marquée parmi la génération postérieure à celle des fondateurs.

Au-delà de cette appréciation et des représentations du contexte macrosociologique, certains groupes comme PL ou les BR se sont constitués autour de l'option de la mise en œuvre de l'action militaire pour venir en appui aux luttes sociales en cours. Le rapport intrinsèque entre l'objectif politique et l'action militaire intervient alors au principe de l'organisation armée et constitue précisément ce qui la définit comme le rappelle S. Segio (PL) :

« L'usage des armes était alors [dans le PC] rigide subordonné à la direction politique. Ce modèle, à l'opposé, nous le contestons, aussi bien à cause du “double jeu” que cela impliquait et que nous rejetons (*on le fait, mais on ne dit pas*), qu'à cause de notre analyse du moment politique de l'époque, selon laquelle il fallait essayer de généraliser la militarisation du combat ouvrier, et selon laquelle la lutte armée était une forme adaptée et nécessaire d'opposition. À tel point que PL a théorisé et appliqué un programme “bipolaire”, et, pour nos militants, *l'aspect politique et militaire était indissociable*. C'est une différence théorique, mais qui a également des conséquences pratiques, sur la structuration de l'organisation ». (nous soulignons)

Cette disposition s'affirmait également déjà du côté de LC ainsi qu'en témoignent E. B. et B. L. (voir Encadré 1)¹.

Encadré 1: Sur l'usage stratégique de la violence politique au principe de la constitution des groupes clandestins

B. L. (PL) s'explique sur les raisons qui l'ont conduit à prendre les armes : « *Notre projet, c'était, d'un côté, encourager la combativité des prolétaires, et donc adjoindre une pratique armée aux exigences des mouvements collectifs ; d'un autre côté, à travers la pratique de ces groupes de feu, être un élément d'organisation, et donc avoir une pratique autonome aussi. La lutte armée était considérée comme transitoire, réversible, un coup de force nécessaire à certains moments de l'histoire pour induire des masses à passer à l'offensive contre les différentes facettes du pouvoir capitaliste. On considérait que le rapport entre les masses et les organisations était fondamental, afin que se développe au sein de la classe ouvrière, parallèlement, le débat sur l'organisation combattante prolétaire et sur le parti. Nous pensions que : “le processus de construction de l'armée prolétaire dans un pays à capitalisme avancé passe à la fois par les organisations combattantes et l'appropriation du pouvoir par la classe ouvrière”.*

¹ LC « a été fondée précisément pour avoir tous les outils nécessaires pour venir en aide et défendre la classe ouvrière et les classes sociales, qui ne possédaient pas les moyens de défendre leurs intérêts. Notre organisation était vraiment bien structurée. Ou vous faites ce choix pour ces raisons, ou vous faites quelque chose d'autre. À cette époque ce choix me semblait inévitable. » (E. B.)

À côté de cette composante publique, une composante plus restreinte et plus « secrète », dotée d'armes à feu, s'est créée, qui faisait des actions de sabotage, essayait de désarmer des vigiles, des policiers des carabinieri.

Nous nous sommes mis en tête d'accomplir un projet ambitieux, mais illusoire : la construction d'une "milice ouvrière et prolétaire", c'est-à-dire parvenir à un niveau d'armement réticulaire, avec une présence capillaire dans chaque quartier, dans chaque situation locale, dans chaque usine. C'est à cela que j'ai dédié toute mon énergie, avec un groupe de camarades très efficaces, à Turin, du printemps 1977 jusqu'à un tragique 9 mars 1979 où j'ai été blessé pendant une action. » (nous soulignons)

S'il est possible, au plan analytique, de distinguer motifs idéologique et défensif, en revanche, le contexte de l'époque et la violence institutionnelle qui s'y déploie nourrissent des biais de confirmation pour les militants politiques d'extrême gauche, tels Margareth (BR) évoquant « le "massacre" de Piazza Fontana, qui est un tournant, surtout en ce qui concerne le sujet de la violence, c'est-à-dire sur la quasi nécessité de recourir à la violence pour affirmer ses droits et un projet politique. Oui, c'est ça, une sorte d'obligation, sans quoi rien n'est possible. » (nous soulignons) Ce biais de confirmation et les tensions violentes entre groupes politiquement opposés poussent dès lors certains acteurs de l'extrême gauche à « s'organiser »¹. Pèse alors sur l'entrée dans la violence politique un double mécanisme s'articulant, d'une part, autour de la perception du rapport entre « opportunité et menace » entre le mouvement social et le système politique, et, d'autre part, autour de la logique « action-réaction » entre les acteurs du mouvement social et la répression légale.

¹ Telle est bien la conclusion à laquelle le discours de Paolino, rappelant l'attitude du PCI en 1977 et la forclusion de la structure des OP, conduit : « À un certain point, la seule manière de faire entendre ta voix, c'est d'utiliser la violence politique. C'est seulement à partir de ce moment que quelqu'un a commencé à dire : "la politique, on la fait avec la violence". C'est vrai, si tu voulais être écouté, tu devais utiliser la violence. Mais l'État aussi l'utilisait. Quand ils fermaient un centre social, ils utilisaient la violence. Et donc tu devais répondre à cette violence parce qu'il n'y avait aucun canaux de médiation, il n'y avait rien à mon avis. Et donc la seule manière de te faire entendre était de répondre à la violence par la violence. Et de là naît ensuite la nécessité de s'organiser de manière structurée, et ainsi de suite. »

Approche pragmatiste de la violence politique et clôture des OP

Évolution de la perception la clôture des OP

« Le conflit social a déjà dépassé depuis un moment le seuil au-delà duquel il n'est plus possible de recourir à des moyens pacifiques. La guerre civile est la voie étroite par laquelle tous ceux qui veulent débloquent cette situation devront passer. » (Senza Tregua)

L'étude des « chemins de l'activisme » clandestin, réalisée par Bosi et Della Porta (2012), suggère également que dans chacun des groupes esquissés (idéologique, instrumental, solidaire) existe un rapport différencié à la violence politique. Le premier aurait considéré que la lutte armée en est venue à apparaître comme une option pertinente au vu du « changement » de la situation sociopolitique. Le deuxième groupe est principalement constitué autour de son interprétation de la violence comme seul outil politique efficace notamment en raison de la clôture des opportunités politiques (COP). Le dernier groupe, dit « solidariste », a un rapport à cette violence de type défensif, celle-ci étant convoquée pour défendre « sa communauté » qui, s'agissant en l'occurrence de l'Italie, désigne une « contre-culture radicale », *i.e.* les groupes contestataires d'extrême gauche. Les carrières militantes des acteurs de la « voie instrumentale » se distinguent par des considérations pragmatiques, en ce sens que ces individus estimant, dans le contexte de l'Italie de l'époque, que la voie legaliste était une impasse, se sont tournés vers les organisations armées en vue de poursuivre leur combat politique (Bosi et Della Porta, 2012, p. 372). Alors que les acteurs de la « voie idéologique » auraient une interprétation de la violence politique intrinsèquement liée à une utopie révolutionnaire, dans une logique d'exaltation et d'aspiration au changement social, ceux de la « voie instrumentale » y auraient été conduits devant l'impasse suscitée notamment par le choix du « compromis historique », la multiplication des attentats de l'extrême droite (tolérés voire appuyés par le gouvernement) et des « massacres » d'État. Les premiers agiraient au nom d'une utopie, les seconds seraient en quête de stratégies efficaces face à la

clôture des opportunités politiques¹. Le discours d'Aloys (BR, né en 1956) confirme la réalité de cette seconde grille de lecture :

« Tout ce qui est arrivé, à mon avis, a été principalement une réponse à une grande immaturité des syndicats et des partis qui ont commencé à co-gérer les usines, dans l'ensemble, surtout du côté des syndicalistes liés à la FIOM [*Federazione Impiegati Operai Metallurgici* - Fédération des employés de la métallurgie], qui ont bradé complètement toutes les luttes et toutes les revendications ouvrières. De ce fait, *il ne restait plus aucune issue, y compris démocratique*, pour pouvoir agir dans ce contexte, il n'y avait plus moyen de se dire : "maintenant, je vais te le faire payer", ce genre de choses. La lutte, elle, payait. Du moins *on avait l'impression qu'il n'y avait plus rien à faire*, sinon à travers une forme de marginalité qui a ensuite débouché sur ce genre d'actions [violentes], qui se sont petit à petit développées durant ces années. » (nous soulignons)

Assez logiquement cette représentation survient après que les militants ont éprouvé les limites d'autres formes d'action politique. Notre enquête permet de nuancer la constitution d'un groupe *spécifique* de militants (ceux de la « voie instrumentale ») dont la micro-mobilisation serait plutôt passée par la croyance selon laquelle les formes non-violentes de protestation politique n'étaient plus utiles face à la fermeture des opportunités politiques. En effet, cette inférence est une donnée centrale de l'engagement dans l'action illégale et violente. Elle est inhérente à toute forme d'engagement se portant vers la lutte armée et transversale à tous les groupes qui en ont pris l'option. Le 0 permet d'apprécier le place de la représentation de la forclusion des OP parmi les militants clandestins. Au total, ce sont 16 activistes sur 30 qui considèrent que la situation italienne de l'époque présentait des blocages indépassables par la voie légale et démocratique (voir *Encadré 2*).

TABLEAU IV. OCCURRENCES DE LA PERCEPTION D'UNE COP SELON LES COLLECTIFS

Groupes	Occurrences	Effectifs
BR	6	7
PL	8	10
LC	0	3
PO	0	5
Autonomie	2	5
Total	16	30

TABLEAU V. OCCURRENCES DE LA PERCEPTION D'UNE CLOTURE DE LA SOP EN FONCTION DES GENERATIONS DE MILITANTS

Groupes	Occurrences	Effectifs
G 1	4	11
G 2	11	18
G 3	1	1

Les 0 et 0 mettent donc en évidence deux points essentiels : d'une part, ce sont parmi les groupes qui ont pris les options militaires les plus marquées que la perception d'une clôture de la SOP est la plus présente, confirmant ainsi l'existence d'un mécanisme causal entre ce type de perception et la mise en œuvre de la violence politique. D'autre part, cette représentation, nourrie par une évolution contextuelle bien documentée, est davantage partagée par les acteurs nés après 1950 et qui sont dans la vingtaine au cours de la décennie 1970.

Devant le constat d'une situation d'impasse, certains acteurs ont fait le choix de quitter la lutte. Néanmoins il serait réducteur de considérer que les autres n'ont rejoint les organisations clandestines *que* pour les raisons pragmatiques². En effet, les 0, 0 et 0 montrent que des motifs politiques président

² Il convient également d'écartier le biais individualiste que propose l'interprétation pragmatiste dans la mesure où les décisions d'incorporation sont rarement individuelles (voir xxx, 2020a), les processus étant souvent collectifs et réalisés au sein de groupes de pairs. En outre, une logique individualiste d'incorporation, y compris au nom de motifs pragmatistes, paraît assez contradictoire avec la recherche d'efficacité.

¹ Voir *Encadré 2* ; Balzerani, Fiore, Peci, Ronconi ; interviewés 26 et 27 in Bosi et Della Porta, 2012.

systématiquement à l'engagement des militants rencontrés. Telle est également la logique et l'intentionnalité qui se tiennent à l'origine de la création des structures clandestines ainsi que le souligne S. Segio :

« Moi, personnellement, comme la majorité de ceux qui ont créé PL, j'avais milité pendant plusieurs années à *Lotta Continua*. J'en suis parti en 1974, précisément pour essayer d'organiser explicitement la lutte armée. Toutefois, aussi bien dans la mouvance de *Senza tregua* que dans les précédentes organisations extra-parlementaires, en réalité, il y avait déjà eu des pratiques illégales, et même armées, mais elles se situaient à l'intérieur d'une conception politique et d'une structure organisationnelle qui relevait d'un "bras armé", c'est-à-dire d'une utilisation des armes qui n'était pas revendiquée, qui était considérée comme un instrument technique, pour ainsi dire, un simple complément ; c'était d'ailleurs une logique tout à fait traditionnelle dans les mouvements et partis communistes, qui pouvaient compter sur un usage tactique des armes et même comprendre un appareil militaire clandestin. »¹

Ces éléments permettent de remettre à la fois en cause l'individualisme des militants de la voie « instrumentale » qui s'identifieraient moins à une tradition dont ils se feraient les héritiers qu'ils n'auraient effectué « un choix personnel, motivé par un raisonnement essentiellement stratégique » (Bosi et Della Porta, 2012)². Cette thèse se voit par exemple très fortement remise en question par le témoignage d'acteurs que ce soit au sein des BR (voir A. Franceschini, Federico), de PL (comme B. L., P. M., Paolino, Sophie) ou de l'Autonomie (comme Giuseppe) attestant que les décisions d'incorporation dans les groupes illégaux sont rarement individuelles et que le processus est plutôt collectif au sein des groupes de pairs (voir aussi xxx, 2020a, Tableau V). En outre, il y aurait une incohérence à vouloir s'inscrire dans une démarche de recherche d'efficacité tout en se plaçant dans une posture individualiste, cette quête ne pouvant

aboutir qu'au sein d'une démarche collective. Le témoignage de Mathias confirme ainsi la constitution des groupes illégaux et armés à partir de dynamiques collective :

« Une partie d'entre nous, certains camarades, était liée aux milieux de l'Autonomie, qui était de plus en plus puissante, parce qu'en 1976, toutes les organisations extra-parlementaires entrent en crise, *Avanguardia operaia*, LC, la IVème internationale... donc cet énorme réservoir de camarades, cet ensemble de luttes, sur différents territoires, est en grande partie... Ce n'est pas que tout ce milieu-là va se retrouver à faire de la lutte armée. Une partie entre dans ce qu'on appelle l'Autonomie, dans ses différentes composantes, et en particulier ici à Turin, c'était *Senza Tregua*, qui, à l'origine, faisait partie de l'Autonomie, et qui est devenu ensuite PL. C'était déjà en quelque sorte une formation armée. Une autre partie cherche à poursuivre sur sa lancée, et c'est alors que sont créées des *Collettivi del proletariato*... attends, comment ça s'appelait exactement ? Enfin, c'est ce qu'on appelle les Centri sociali aujourd'hui, qui, en réalité, ont été créés par des anciens de LC. Et puis enfin, il y a tout ce qu'on appelait le reflux, tous ceux qui à l'époque n'ont pas pris parti et sont restés au milieu du gué. »³

Si le choix de l'engagement illégal n'est pas exclusivement pragmatique, en revanche l'option de la lutte armée relève effectivement d'un raisonnement stratégique⁴. Dès lors, on ne peut considérer qu'existe une dichotomie entre la représentation utopique et révolutionnaire (d'une poursuite de la lutte de résistance familiale conduisant sur la voie « idéologique » de l'activisme armé), d'une part, et la perception de la clôture des OP, d'autre part, à l'initiale de raisonnements stratégiques (voie « instrumentale »). La perception de cette clôture a, pour une partie des militants, en l'occurrence ceux qui vont rejoindre ou fonder les BR et PL, un effet de confirmation d'une situation politique mettant en échec les moyens d'actions légaux et non violents.

¹ Voir la suite de la citation de S. Segio en 2.1.

• ² Cette interprétation est d'autant plus problématique que nombre d'acteurs disent avoir pris l'option de l'illégalité voire de l'action clandestine en groupe (P. Margini, A. Soldati, M. F., F. P., Giuseppe ; voir xxx, 2020a).

³ Mathias explicite en ces termes comment il est entraîné dans l'Autonomie : « Ici [dans son aire géographique], nous avons tout fait ensemble. Moi, Stefano, Guido, tous ceux de la vallée... ».

⁴ Voir Balzerani, 1998 ; interviewée n° 20 in Bosi et Della Porta, 2012 ; Susanna Ronconi, citée in Novelli et Tranfaglia, 2007, p. 173 ; et les extraits mentionnés supra dans le corps du texte.

Encadré 2 : Témoignages de la clôture des OP

Interrogée sur la possibilité de « résister » sans recourir à la lutte armée, A. Soldati (PL) est catégorique : « *Non. Disons que pendant des années des personnes, des jeunes qui ont fait ça : résister, qui ont fait de la contre-information, de l'information, qui ont pris des initiatives culturelles, idéologiques mais après en 77, il y a eu un passage tellement dans la répression que c'était vraiment difficile. Après, je veux pas non plus peindre un tableau trop noir de cette époque ; en tous cas notre perception de l'époque, c'était qu'on n'avait pas le choix (elle souligne). On se sentait au mur par rapport à d'autres possibilités de militantisme. En plus, tout ce qui est resté... évidemment beaucoup de gens ont fait ce choix et beaucoup de gens n'ont pas fait ce choix. Toutes les personnes qui étaient dans des parcours politiques différents, légaux et institutionnels ont vraiment été... On n'avait pas droit à la parole, on était cloisonné dans quelque chose qui devait marcher en ligne avec le vouloir du pouvoir en place. Donc voilà, c'était compliqué mais je le redis : c'est une partie... je réalise qu'on était quand même très très fascinés par l'expérience de l'Amérique latine, de certains pays, notamment Cuba, donc on manquait certainement de lucidité par rapport à certaines choses et d'éventuels moyens ou outils pour militer autrement.* »

Alexandra (BR) explique pourquoi elle a accepté de recourir à la violence :

« *après les premiers cycles de lutte qui ont été très durement réprimés, lentement – même si c'était aussi une conséquence d'épisodes comme Piazzza Fontana, et surtout Brescia – la voie démocratique a semblé impraticable. Alors la violence, au contraire, à ce moment-là, a semblé une nécessité inévitable. Ce ne l'était pas, mais nous on le pensait.* »

Alexandra revient ultérieurement sur le sujet dans l'entretien : « *Quand tu te rends compte rapidement que les manifestations sont inutiles, qu'elles sont seulement une manière de s'exposer à ces formes de répression extrêmement dures et que, par conséquent, il faut passer à d'autres actions, à un autre niveau d'affrontement. Il y a eu un lien direct, quand, justement, il y a eu également les premiers morts au sein des organisations armées, comme par exemple dans le cas d'Annamaria Mantini, ou Mara Cagol, des personnes qui, pour nous, ont été exécutées sur place, sans procès. Voilà, tous ces événements ont contribué à nous pousser à ne pas revenir en arrière.* »

Utopie révolutionnaire et usage stratégique de la violence politique

L'analyse qu'autorise notre enquête aboutit donc à des conclusions contribuant à récuser la dichotomie entre un rapport idéologique et une approche instrumentale ou stratégique de la violence politique. Elle conduit en premier lieu à subsumer l'interprétation pragmatique ou instrumentale de la violence politique dans l'approche idéologique. Le discours révolutionnaire et l'utopie émancipatrice s'articulent, de façon constitutive, autour d'un rapport stratégique à la violence politique. Pour cette raison, on a souvent souligné l'implication analytique entre les idéologies dites extrêmes et des moyens d'actions extrêmes, en l'occurrence violents¹. Les idéologies peuvent être définies comme un « ensemble de croyances sur le monde social et son fonctionnement » (Wilson, 1973, p. 91-92) qui servent aux individus de compréhension du monde et de guide pour l'action. Elles constituent des liens entre pensées, croyances et mythes, d'un côté, et actions de l'autre (voir Moghadam, 2008, p. 1).

Le rôle des idéologies, notamment de l'idéologie révolutionnaire dans les mobilisations sociales autorise une définition des mouvements sociaux comme des « actions idéologiquement structurées » (Zald, 2000, p. 1). La radicalisation résiderait alors à l'articulation d'une idéologie extrémiste et une action violente plus ou moins organisée (Bronner, 2009). Les idéologies radicales ont souvent été désignées comme les moteurs des processus de radicalisation. L'analyse que nous proposons vise toutefois à nuancer le rôle de l'idéologie comme telle, tout en précisant celui des groupes (niveau méso) susceptibles de manier ces éléments idéologiques ainsi que des cadrages situationnels dans lesquels elles s'inscrivent. Nous soulignerons ainsi le caractère intermittent des situations dans lesquelles opère l'idéologie qui n'est qu'un des éléments des transformations sociales sans en être nécessairement le moteur. En effet, elle est d'autant plus opérante qu'elle s'inscrit dans un cadrage situationnel où interviennent une perception de la

¹ Pour autant que la pensée extrême « manifeste[rait] l'aptitude de certains individus à sacrifier ce qu'ils ont de plus précieux (leur carrière professionnelle, leur liberté...) et en particulier leur vie, et dans de nombreux cas celles des autres aussi, au nom d'une idée. » (Bronner, 2009, p. 13)

COP et le sentiment d'être la cible d'une violence illégitime poussant à adopter une posture défensive, c'est-à-dire un rapport défavorable entre « opportunité et menace » entre le mouvement social et le système politique.

L'idéologie procure en outre une « carte cognitive » qui filtre la façon dont les réalités sociales sont perçues, rendant cette réalité plus facile à saisir, plus cohérente, et donc plus signifiante. Cependant lorsqu'il est question de mobilisations collectives, l'idéologie ne peut être abordée en tant que telle, comme un facteur brut ou une variable indépendante. La relation entre idéologies et « cadres d'interprétation » demande donc à être précisée (voir Fillieule *et al.*, 2010, p. 71). Ces cadres interprétatifs se constituent à partir des trois opérations de diagnostic, de pronostic et de motivation (Snow, 2004)¹. S'agissant de l'Italie de l'époque – ce qui n'est pas toujours le cas –, discours idéologiques et cadres stratégiques semblent fusionner. Dans certaines configurations, le cadrage stratégique dépasse les frontières idéologiques initiales pour s'adapter à des circonstances politiques particulières. Dans d'autres, les protestataires développent un cadre qui s'approprie stratégiquement une idéologie hégémonique pour la retourner contre le pouvoir (voir Westby, 2002).

Ainsi au sein des groupes extra-parlementaires de la gauche italienne, l'idéologie, en l'occurrence révolutionnaire, confère une identification à une cause particulière et donc esquisse un but commun. Le sentiment de partager un même objectif nourrit une identité commune au sein du collectif, tout en renforçant l'opposition et le sentiment de séparation d'avec des individus qui ne partagent pas ces croyances (voir Moghadam, 2008, p. 1). Ainsi lorsque les acteurs font mention de l'idéologie révolutionnaire, ils ne manquent pas de soulever la question qui, à l'époque, était centrale de transformation radicale (voir infra F. P.) et, par conséquent, d'affrontement avec le pouvoir (voir

Demis infra 3.2²) dans une logique où ce dernier est identifié et cadré comme l'obstacle à toute possibilité de transformation radicale, que ce soit par volonté de maintien du *statu quo*, par intérêt économique ou politique (alors interprété comme un intérêt de classe), du fait d'alliances stratégiques dans un contexte géopolitique n'impliquant pas seulement des acteurs nationaux. Le témoignage de F. P. permet de saisir la complexité du contexte de l'époque :

« Certaines décisions, bien entendu, on ne peut pas les prendre seuls, il faut un contexte, il faut une élaboration, des pratiques communes, des discussions, une maturation de décisions et de perspectives, pour lesquelles *la seule façon de bouleverser la situation d'un pays, la situation de l'Italie, de l'Europe, de l'OTAN à l'époque, c'était celle du passage à une lutte armée*. Car la lutte, disons-le ainsi, politique, syndicale et sociale, s'était heurtée à un mur, un mur pas fait simplement du déni de certaines réformes – car pourtant les réformes étaient faites : le statut des travailleurs, le divorce, après ceci et cela –, mais de changer les cadres du pays, non. Tant il est vrai que ce mur s'est solidifié, il s'est présenté d'une manière solide le 12 décembre 1969 avec le massacre de Piazza Fontana [...]. »

Or cette logique ne repose pas seulement sur une théorisation de la transformation radicale mais aussi et surtout sur une interprétation de l'action politique efficace et une approche stratégique du recours à la lutte armée, sans commune mesure avec un quelconque goût pour la violence. Les propos de B. L. le résumant synthétiquement : « La lutte armée était considérée comme transitoire, réversible, un coup de force nécessaire à certains moments de l'histoire pour induire des masses à passer à l'offensive contre les différentes facettes du pouvoir capitaliste. » L'efficacité de ce répertoire d'action se conçoit dans un but propagandiste conformément à la tradition anarchiste (voir xxx, 2019). Il s'agit d'attirer l'attention, de mettre en exergue un problème, un conflit, une situation d'injustice³.

¹ La construction du sens est fondée au plan méso organisationnel sur des opérations de « cadrage de diagnostic » (identification et attribution des problèmes), de « cadrage de pronostic » – qui propose un moyen d'y remédier ou de s'y attaquer – et de « cadrage motivationnel » fondé sur la nécessité et la possibilité d'agir ainsi que nous l'analyserons dans le présent développement.

² « On avait la conviction que pour obtenir un changement dans la société, il fallait nécessairement en arriver à un conflit concret contre le pouvoir, contre ceux qui détiennent les leviers du pouvoir, contre ceux qui contrôlent la société. » (Demis)

³ Ainsi que le souligne Guillermo : « Si on n'essayait pas d'envahir l'ambassade grecque, si on n'essayait pas

Néanmoins le rapport entre idéologie (révolutionnaire) et action (pour une transformation radicale) est loin d'être direct ou immédiat. Il n'y a pas d'implication analytique immédiate entre moyens d'actions radicaux et idéologie dite radicale. Pour qu'au-delà de l'adhésion à une idéologie s'opère un passage à l'action, une conjonction de facteurs est requise : un narratif, fût-il d'inspiration idéologique, doit se greffer à la fois sur un blocage de la structure politique (COP) et sur un contexte politique global favorable, en l'occurrence porteur d'espoirs révolutionnaires (voir F. P. et S. Segio, infra). S'esquisse alors l'efficacité du mécanisme convoquant un certain rapport entre « opportunité et menace » dans l'interaction entre mouvement social et système politique, comme facteur de production de la violence politique.

TABLEAU VI MOTIFS POLITIQUES JUSTIFIANT L'ENGAGEMENT MILITANT DANS LES ORGANISATIONS ETUDIÉES

Motifs d'engagement	Politiques	Soutien à la classe ouvrière	Effectifs
BR	6	2	7
PL	9	7	10
LC	3	2	3
PO	3	5	5
Autonomie	3	2	5
Total	24	19	

Le vocable « idéologique » doit toutefois être compris comme la permanence et la quasi-omniprésence du mobile politique à travers les générations, lesquelles justifient encore l'identification, *i.e.* la convergence des approches « idéologique » et « instrumentale » de la violence

d'envahir l'ambassade américaine, personne n'en parlait. On avait dans les journaux... il n'y avait pas Internet, il n'y avait rien. On trouvait le lendemain dans le *New York Times* un récit qui disait que l'ambassade américaine à Rome avait été encerclée par 3.000 personnes, par 4.000 personnes. Et ça, ça avait une signification politique, et ça plaisait même au PC, hein ! Même si eux, peut-être, ne le faisaient pas. Les colonels grecs, il pouvait se sentir en difficulté si à Rome, à Paris, à Londres, etc., il y avait des manifestations contre eux. C'était une manière de les isoler. »

politique. La prégnance des mobiles politiques est d'autant plus forte que les acteurs appartiennent à des organisations se caractérisant par l'action politique violente (voir 0).

La convergence de l'interprétation instrumentale et de l'adhésion idéologique/des mobiles politiques de l'engagement s'explique générationnellement par des facteurs macrosociaux. Pour la génération la plus ancienne dont le militantisme émerge dans un contexte international et national d'ébullition des guérillas, la lutte armée est l'instrument incontournable de la révolution. Sa mise en œuvre est justifiée historiquement, idéologiquement et socialement. S. Segio qui, tout en appartenant à la G 2 (né en 1955), est membre fondateur de PL, qui voit le jour en 1976-1977. Il souligne ce motif, lorsqu'on lui demande pourquoi il a choisi de prendre les armes :

« J'étais convaincu, et nous étions convaincus, qu'il ne pourrait pas y avoir de transformation radicale sans passer par le chemin de la guerre civile, d'un affrontement qui serait aussi un affrontement armé entre les classes sociales. La violence, on la pensait comme accoucheuse de l'histoire, et d'ailleurs, ce n'est pas nous qui avons inventé cela. C'était aussi l'enseignement qu'on pouvait tirer de la Révolution d'octobre, celui de la résistance contre le nazifascisme, et contre les luttes anticoloniales. C'était pour nous la leçon du XXe siècle, un siècle court mais terriblement sanglant. » (nous soulignons)

TABLEAU VII. JUSTIFICATIONS DE LA NECESSITE DU RECOURS A LA VIOLENCE POLITIQUE DANS LES GENERATIONS CIVILES DE MILITANTS¹

Motifs	G1	G2	G3
Pour affirmer un projet politique	6	10	
Pour affirmer ses droits	4	7	
Justifier par la violence d'État	1	5	
Réponse à une autre violence		6	
Réponse à la forclusion des OP	1	3	1
Invasion du territoire		3	
Atteinte à la dignité humaine		1	
NSP	1		
Effectifs	11	19	1

¹ Sur la constitution du tableau, voir supra note du 0, « Justifications de la nécessité du recours à la violence politique ».

Or le motif idéologique justifiant l'usage des armes demeure prégnant au fil des générations comme le montre le 0.

Ce rapport à la violence politique est de nature idéologico-pragmatique. Celle-ci est alors investie d'un rôle politique et instrumental. Cette interprétation demeure prégnante chez les militants nés dans les années 1950 (G 2) quoique s'y adjoigne, du fait de l'évolution du contexte répressif, une interprétation de la violence comme défensive, absente du discours des acteurs nés avant 1950 (G 1). On trouve même parmi les motifs invoqués d'engagement dans la lutte clandestine la référence à l'auto-défense et l'évocation d'une réaction face à la violence de l'adversaire (État ou ennemi politique, *i.e.* l'extrême droite) chez 11 des 19 militants rencontrés de la G 2¹.

On peut considérer que le motif défensif est faiblement mobilisé par les premiers acteurs de la lutte dans la mesure où si la répression des mouvements sociaux existe en Italie et concerne (indirectement) la première génération de militants, elle ne touche pas encore les groupes clandestins, qui commencent à s'organiser dans les dernières années de 1960 et au début des années de 1970, ni n'a atteint le degré de violence qui sera le sien avec la stratégie de la tension après 1969 et surtout à partir du milieu des années 1970². Dans cette mesure la thèse selon laquelle la violence se développe avec la répression et la concurrence entre les groupes clandestins/illégaux plutôt qu'à partir des idéologies préexistantes (Della Porta, 2013, p. 289) demande à être nuancée. L'idéologie constitue une condition nécessaire mais non une condition suffisante. De même, le contexte en tant que tel ne suffit pas ni le foisonnement des groupes extra-parlementaires. En revanche, le *développement* en tant que tel de la violence politique est subordonné à une configuration dont il serait inexact de la restreindre à la seule échelle nationale. Le bouillonnement international des luttes de

libération nationale est intervenu, dans le cas de l'Italie, comme un facteur « favorisant » (*facilitating factor*) les mobilisations sociales de type insurrectionnel (voir xxx, 2020b ; A. Soldati *supra*, Alexandra). Néanmoins ce contexte n'a d'efficacité/d'efficience que s'il est médiatisé par des représentations, en l'occurrence des interprétations, des projections et un cadrage autorisant une projection de ce contexte sur la réalité nationale.

Violence défensive ou illégalité solidariste ?

« *Au cours de ces années-là, nous avons changé, non pas parce que les individus ou notre ligne ont changé mais parce que la situation a changé. C'est d'abord l'état du mouvement et l'intensité de la répression qui nous ont amenés à devenir les BR telles qu'elles ont été par la suite* ». (Moretti, 2010, p. 147)

L'étude du contexte de l'époque ainsi que des trajectoires des militants rencontrés permettent de distinguer deux – plutôt que trois – conceptualisations majeures de la nécessité d'un recours à la violence politique. Elles consistent, d'une part comme nous l'avons vu, en un paradigme idéologique et, d'autre part, en une conception défensive. L'une est plus spécifiquement politique ou idéologique. Elle consiste en une approche insurrectionnaliste de la violence politique. L'autre est défensive et se nourrit de l'immanence de la participation, d'une part, aux luttes sociales et, d'autre part, de la confrontation avec l'extrême droite mais qui doit être comprise comme une forme d'« occupation » de la rue, *i.e.* d'affirmation de soi dans l'espace social, dans le champ symbolique et politique. La mise en évidence du premier paradigme récuse la thèse selon laquelle, en Italie, « la “cause de la violence” n'est pas construite » (Sommier, 1992, p. 86). L'interprétation que nous proposons se distingue ainsi des travaux jusqu'alors réalisés sur l'Italie (Bosi et Della Porta, 2012 ; Della Porta, 2013 ; Sommier, 1992), non seulement dans l'explicitation de ce double paradigme, mais également pour ce qui est de l'identification de leur émergence temporelle au cours de cette période particulière dans la péninsule. En effet, ces interprétations de la violence politique coexistent dès les origines. Nous avons précédemment montré la pertinence d'une

¹ Ce motif d'engagement – qui se distingue de l'interprétation de la nécessité du recours à la violence – est en revanche absent du discours des plus jeunes des militants de PL (N = 1).

² Il convient toutefois de nuancer cette affirmation car AO (Avanguardia Operaia) se forme en 1968 et PO en 1969 or l'explosion de Piazza Fontana a lieu en 1969. PO toutefois se dissout en 1973. Tous les autres groupes émergent alors que la stratégie de la tension a déjà vu le jour.

subsumption de l'interprétation pragmatiste de la violence politique dans sa lecture idéologique. Nous soulignerons à présent que le rapport défensif à la violence intervient non pas dans la phase d'« escalade » du conflit et des affrontements mais dès l'origine, comme en témoigne notamment A. Stella. En ce sens, existe une superposition des conceptualisations de la violence, associé à un glissement qui se produit autour de 1976-1977. Cette superposition ou concomitance s'explique par l'orientation idéologique et la proximité des collectifs de lutte d'avec le mouvement social ainsi que par la perception que les premiers ont d'eux-mêmes comme des groupes politiques (d'aucun diront d'avant-garde) ou, *a contrario*, comme émanant du mouvement social. La distinction passe entre les groupes qui ont une visée révolutionnaire de renversement du pouvoir (BR, PL), d'une part, et ceux qui se pensent comme venant soutenir les luttes sociales (PO, Autonomie)¹, d'autre part.

La dichotomie entre ces deux approches (insurrectionnaliste et défensive) se trouve confirmée dans les témoignages de l'époque comme celui de P. Virno, rédacteur de la revue *Metropoli* qui fut parmi les inculpés du 7 avril 1979 : « En résumé une théorie offensive, de rupture due à la fusion d'un nouvel acteur politique, celui de 1968, avec la culture communiste, et des réalisations pratiques minimales. » (Virno, 1983)² De même, la précocité de l'émergence du paradigme défensif est attestée

¹ Dont témoignent, de façon récurrente, les acteurs : « Aucun fétichisme de la violence comme moyen là-dedans, mais au contraire sa subordination très étroite aux progrès de l'affrontement de masse. » (Virno, 1983) Notre divergence avec Bosi et Della Porta s'explique du fait que leur étude ne porte que sur des trajectoires de Brigadistes.

² Cette conclusion est précédée du constat selon lequel : « Dans le programme politique, par conséquent, une violente rupture avec la légalité était conçue comme la manifestation d'un pouvoir différent : les mots d'ordre tels que “emparons-nous de la ville” ou “insurrection” résumant cette perspective jugée inéluctable même si elle n'était pas immédiate. Pour ce qui est de son application concrète en revanche, l'organisation d'un point de vue illégal revêtait une dimension assez modeste, se limitant à une défense au coup par coup : défense des piquets de grève, des maisons occupées, des manifestations, et mesures de sécurité préventives devant d'éventuelles représailles de la droite, qui n'étaient plus à exclure après l'attentat de Piazza Fontana à Milan. » (Virno, 1983)

aussi bien par P. Virno que dans notre enquête³. A. Stella (PO, Autonomie) retrace le contexte dans lequel cette question survient :

« À partir de... 70-71, tout le mouvement extraparlémentaire était parcouru par cette question de... se défendre d'abord, et ensuite : est-ce... qu'il est légitime d'utiliser la force, la violence contre l'ennemi, l'État, l'ennemi de classe, le patronat, etc. Et c'est un débat qui a eu lieu durant toute la première moitié des années 1970. Parce qu'après la seconde moitié des années 1970, c'était les années de plomb. Mais ça a pris des années et finalement... *Le fait de la constitution de groupes armés, ça vient d'abord d'un sentiment de défense* parce que les groupes armés proviennent des services d'ordre. Les services d'ordre avaient été créés pour se défendre dans les manif, contre de possibles attaques des fachos, de la police, etc. Et pendant plusieurs années, la violence a été conçue seulement comme auto-défense. Auto-défense contre les fascistes qui nous attaquaient, et auto-défense contre les carabiniers, les forces répressives, etc. Et de là, petit à petit, les groupes ont commencé à s'armer... pour de vrai. Et donc d'actions de défense, on est passé à des actions d'offense... Mais tout le monde a conçu l'action de défense comme accompagnement des luttes sociales de masse. Les Brigades Rouges dans la première moitié des années 1970 ont fait ce que j'appellerais [de la] propagande armée [...] Les Brigades Rouges à partir de 76 et *Prima Linea* la même année ont commencé à tuer. »

Ce témoignage, tout comme la durée au cours de laquelle ces débats se sont étendus (1970-1975), mettent en évidence un rapport à la violence qui n'est pas seulement militaire ou utilitaire. Y compris entre 1969 et 1971 et parmi les organisations dites « les plus extrémistes (*Potere Operaio, Lotta Continua* notamment) » (Sommier, 1992, p. 86), la question du recours à la violence se pose en termes moraux. Si cette question n'avait aucune substance normative voire morale, elle aurait certainement

³ « Après les “deux années rouges” de 1968 et 1969, c'était devenu un lieu commun pour des dizaines de milliers de militants, y compris des cadres syndicaux de s'organiser sur le terrain de “l'illégalité” tout comme de débattre publiquement du moment et des moyens d'affronter les structures répressives de l'État. » (Virno, 1983)

trouvé plus rapidement une réponse que si elle s'était posée exclusivement en termes organisationnels et stratégiques. Nous verrons que ces termes (clandestinité ou semi-clandestinité, techniques d'action, adversaires prioritaires, etc.) n'entrent dans le débat qu'à une phase ultérieure du rapport de force avec les ennemis politiques auxquelles les groupes extra-parlementaires font le choix de s'affronter.

Un contexte de tension exacerbée

Bosi et Della Porta identifient, parmi les huit Brigadistes dont ils ont étudié les trajectoires, un groupe d'acteurs dont le recours à la violence politique ne relève ni d'un choix idéologique ni d'un choix stratégique mais serait justifié dans une logique défensive ou encore par une recherche de sens et de loyauté envers le groupe de pairs (Bosi et Della Porta, 2012, p. 381). Ce groupe se coalise autour d'une « volonté de défense de sa propre communauté » qui, dans le cas de l'Italie, serait une sous-culture radicale où les liens politiques et amicaux se recoupent (Bosi et Della Porta, 2012, p. 375)¹. Avec ces militants, se dessine la « voie solidariste » vers la lutte illégale. L'engagement serait nourri par la solidarité avec une communauté en lutte. Leur recours à l'action violente s'inscrit dans le cadre d'un conflit marqué par une escalade de la violence, plutôt qu'il ne relève d'un choix idéologique ou stratégique (en termes d'efficacité). Pourtant on peut considérer une nouvelle fois que la partition entre « stratégique » et « solidariste » ou « défensif » manque de pertinence, dans la mesure où les acteurs sont convaincus que face à la violence des « fascistes », *i.e.* de l'extrême droite, on ne peut répondre que par la violence. Cette dernière n'est pas assumée ici dans une logique insurrectionnaliste mais plutôt dans un dispositif à la fois de résistance

¹ Paola (BR) récuse cette lecture : « Une précision : les massacres de l'État (attribués uniquement aux fascistes) à partir de 1969 n'ont pas déterminé la naissance de la lutte armée, ni leur vision défensive, comme si une nouvelle forme de Résistance contre le fascisme devait être répétée. Ces massacres n'ont même pas accéléré le processus de création d'organisations révolutionnaires ; ils ont simplement mis en évidence la nature du conflit de classes, c'est-à-dire que ce conflit était centré sur le pouvoir, bien au-delà de toute revendication d'ordre économique et social, bien au-delà de la colère individuelle des gens. »

(contre l'ennemi historique) et d'occupation de l'espace symbolico-politique comme de l'espace social de la contestation.

De même, on ne peut pas considérer que « pour ces activistes, la violence ne serait pas légitimée en référence à l'idéologie ou aux stratégies politiques, mais plutôt comme un élément quotidien dans la gestion des conflits » (Bosi et Della Porta, 2012, p. 380). En effet, l'antifascisme militant se nourrit de convictions idéologiques fortes et a en outre constitué, de part son rôle dans l'espace de la contestation ainsi que par ses actions, un pôle d'attraction remarquable sur certaines trajectoires militantes comme en atteste Paolino :

« On a choisi la violence aussi parce qu'il y avait un antifascisme extrêmement fort.

- Cela a compté dans le choix de la violence ?

Oui, dans mon choix personnel, mais aussi dans le choix de beaucoup, à mon avis, parce qu'en ces années-là, l'antifascisme était extrêmement fort, je dirais. C'est le mouvement de 1977 qui constitue une rupture avec l'antifascisme militant, si je me souviens bien. Mais quand j'ai commencé à militer, on était encore enracinés dans cette culture, avec les vieux résistants qui donnent leurs armes, comme le raconte Franceschini »².

Néanmoins dès avant 1977, la réalité pratique de la violence s'impose dans le quotidien du militant à travers l'« illégalité et [la] violence des luttes sociales souvent sauvages durant l'« automne chaud » de 1969³, les affrontements réguliers avec les forces de l'ordre et les activistes d'extrême-droite » (Sommier, 1992, p. 86). En 1972, commencent les premiers assassinats politiques avec l'exécution du commissaire Calabresi le 17 mai. Les attentats redoublent en 1974 (avec la bombe posée Piazza della Loggia à Brescia durant une manifestation antifasciste le 28 mai et celle qui fait dérailler le train Italicus le 4 août). À partir de 1974-1975, les affrontements dans les rues deviennent très violents. En 1976, les organisations extra-parlementaires entrent en crise ce qui a notamment pour effet de provoquer, à partir de 1977, à la fois un phénomène de reflux mais aussi une progression

² Paolino est né en 1956. Il s'est engagé politiquement à 14 ans et a commencé la lutte armée à 22 ans après être passé par la FGCI, *Il Manifesto* et l'Autonomie.

³ Ces luttes, hors contrôle syndical ou politique, sont souvent lancées par de jeunes ouvriers venus du sud de l'Italie, sans culture du conflit industriel. La jonction avec les jeunes d'extrême gauche s'en trouva facilitée.

de l'affrontement armé. À partir de cette même année, les personnes en arme ne se cachent plus durant les manifestations. On se souvient en particulier de celles de Milan et de Rome le 12 mars 1977. 1978 est bien sûr marquée par l'enlèvement et l'exécution d'Aldo Moro mais celle-ci a connu des précédents avec celle du président de l'ordre des avocats de Turin, Fulvio Croce, le 28 avril 1977 par les BR et celle du magistrat de la cour de Cassation, Riccardo Palma, à Rome par les BR le 14 février 1978. S'y ajoutent celle de Rosario Berardi, maréchal de police de la section anti-terroriste le 10 mars 1978 à Turin (action des BR), celle par les BR d'Antonio Esposito, commissaire de police et chef des services antiterroristes à Gênes le 21 juin 1978 et enfin celle du juge Girolamo Tartaglione à Rome le 10 octobre suivant par les BR¹. Ces opérations se poursuivent en 1979 ce qui permet de dire que les années 1978-1979 – jusqu'à l'émergence des premiers repentis – sont celles où la lutte armée est à son apogée².

¹ Girolamo Tartaglione participait au renforcement de la politique pénitentiaire et de ses normes de sécurité. S'y ajoute l'attentat, commandité par les BR, contre le directeur adjoint de *La Stampa*, Carlo Cassalegno, à Turin le 16 novembre 1977. Il meurt de ses blessures le 29 novembre.

² Parmi les exécutions marquantes des années 1978-1980, on compte celle de Guido Rossa, militant du PCI et de la CGIL, le 24 janvier 1979 à Gênes, tué par les BR pour avoir dénoncé Francesco Berardi, lui-même brigadiste ; celle du juge Emilio Alessandrini, le 29 janvier 1979 à Milan, par un commando de PL ; celle du joaillier Luigi Torreggiani à Milan le 16 février 1979 par les Prolétaires Armés pour le Communisme (PAC) ; celle du vice-président du conseil de la magistrature Bachelet le 12 février 1980 à Rome par les BR ; celle du magistrat et criminologue Guido Galli le 19 mars 1980 à Milan par PL ; celle du journaliste Walter Tobagi à Milan le 28 mai 1980 par la Brigade du 28 Mars ; celle du procureur Mario Amato à Rome le 23 juin 1980 par les *Nuclei Armati Rivoluzionari* (Noyaux Armés Révolutionnaires - NAR), proche du Mouvement Social Italien (MSI) ; celle du général des carabinieri du bureau de coordination des services de sécurité des prisons, Enrico Galvaligi, à Rome le 31 décembre 1980 par les BR. S'y ajoute l'attentat à la gare de Bologne le 2 août 1980 qui tue 85 personnes et en blesse plus de 150.

Si le recours à l'*illégalité* est motivé par la loyauté envers le groupe de pairs³, en revanche celle-ci ne motive pas à strictement parler l'usage de la *violence* politique⁴. Les groupes extra-parlementaires et leurs membres assument plutôt un positionnement défensif eu égard à ce qui est cadré comme une attaque de la part du rival politique (l'extrême droite) puis de l'ennemi qu'est l'État, coalisé au premier. La violence politique participe au positionnement dans l'espace de la contestation dont la justification axiologique s'explique en termes d'auto-défense.

Le soutien et la participation aux activités des mouvements sociaux sont souvent subordonnés à la clarification et au renouvellement d'un cadre interprétatif. Deux séries de facteurs au moins expliquent que certains processus de cadrage trouvent une portée faisant défaut à d'autres. La première concerne le contenu ou la substance des cadres proposés et leur degré de résonance avec la situation de vie actuelle et l'expérience des participants potentiels à la mobilisation sociale (Snow *et al.*, 1986, p. 476). Le cadrage suggère des réponses et des solutions à des situations problématiques et à des dilemmes en résonance avec la manière dont ils sont vécus. Il s'appuie sur les dilemmes et les griefs existants et les développe de manière crédible et convaincante. Dans ce cas, il propose une « *résonance de trame* ». Dès lors, on peut considérer que l'un des principaux déterminants de la réussite différentielle des efforts de cadrage réside dans la variation du degré de résonance du cadre, de telle sorte que plus le degré de résonance du cadre est élevé, plus est forte la probabilité que l'effort de cadrage soit relativement réussi, toutes choses étant égales par ailleurs (voir Snow *et al.*, 1986, p. 476).

Or parmi les militants rencontrés, 12 (*i.e.* un tiers de l'échantillon) envisagent la violence comme « réponse » à une violence antécédente ou comme un « outil défensif »⁵. Le discours de M. F. (PL, dissocié) réinstitue une linéarité dans l'usage de la violence : « *Le motif pour lequel tu acceptes d'entrer dans*

³ Voir la trajectoire d'A. Soldati.

⁴ Contrairement à ce qui a pu être établi (voir Bosì et Della Porta, 2012, p. 381).

⁵ Federico, Margareth, Alexandra, Paola pour les BR ; M. F., S. Segio, Bertrand, Mathias pour PL ; Guillermo et Marco Boato (LC), A. Stella (PO), Mateus (Autonomie).

la violence, du moins en ce qui me concerne, est que quelqu'un a commencé contre toi, avant. Tu vois ? C'est un choix en réaction, non un choix en premier lieu. » M. F. estime que ce qui a été « décisif » dans son parcours « *c'est de prendre conscience que tu es la cible d'un plan d'élimination physique. Et que tu doives t'en défendre, c'est cela qui est décisif, selon moi. Parce que sinon, je n'aurais pas fait ce que j'ai fait.* » (voir aussi Mathias, *Encadré 3*).

Les 12 militants qui reconnaissent le rôle défensif de la violence politique sont tous nés entre 1944 et 1959. Ils appartiennent plutôt à des générations qui ont commencé leur socialisation politique très jeune ($\gamma 1 = 6$, $\gamma 2 = 3$ et $\gamma 3 = 3^1$). Tous instituent une motivation politique à l'origine de leur engagement qui est, pour 9 d'entre eux, de « faire la révolution ». De même, la moitié d'entre eux ($N = 5$) mentionnent des valeurs pour justifier de leur engagement, là où 2 seulement font référence à de l'indignation ou à de la colère². Ainsi, concernant les militants italiens³, la défense de la communauté ne constitue pas une justification morale dans l'usage de la violence politique [quand bien même on considérerait que cette « communauté » n'est pas autoréférentielle et qu'au-delà des groupes d'extrême gauche, elle s'étend aux limites du prolétariat et de la classe ouvrière, du fait de la jonction entre mouvement étudiant et mouvement ouvrier dès 1968-1969 (voir Théodore sur le sujet)]. Si l'on ne peut nier le rôle des batailles de rue avec l'extrême droite et de la socialisation au sein d'un environnement radicalisé, dans l'adhésion des militants « solidaristes » à la violence politique, il convient toutefois de rappeler que ces affrontements ont marqué l'histoire italienne dès le début du « Long 68 ». En la matière, plusieurs dates liées à la répression des mouvements sociaux ont revêtu un caractère emblématique. Ainsi le 9 avril 1969, à Battipaglia, province de Salerne, la police tire sur le cortège de manifestants protestant contre la fermeture de la Manufacture des Tabacs, qui a

donné l'assaut à la mairie. Deux manifestants sont tués et 200 blessés. Sur le Corso Traiano, près de la Fiat Mirafiori, une manifestation syndicale pour le droit au logement, le 3 juillet de la même année, dégénère : des groupes d'ouvriers liés à LC s'en prennent à la police. Les affrontements durent toute la nuit et font 70 blessés. L'année 1969 connaît encore la répression d'une manifestation paysanne à Avola (Sicile) en décembre, où les balles de la police tue deux ouvriers agricoles. Or ces exemples de répression ont contribué à un cadrage du contexte social où « le monopole étatique de la force apparaissait comme un obstacle incontournable avec lequel l'affrontement était inévitable » (Virno, 1983).

Encadré 3 : Un extrait de l'entretien avec Mathias qui permet de saisir les dispositions cognitives dans lesquelles les militants se trouvaient quant au cadrage de la violence comme « réponse » à une violence antécédente. Il récuse qu'il faut possible de parvenir aux objectifs de PL sans recourir à la violence :

« Non. Pour un simple motif : parce que la violence qui s'exprimait à ce moment-là, c'était *la violence de l'État*. À ce moment-là, il y a un affrontement de tous les jours dans la rue. Si tu voulais aller manifester, il fallait y aller d'une certaine manière, sinon tu ne pouvais pas y aller. Et donc *c'est un peu comme une rue à sens unique, on ne pouvait pas faire autrement*. Quand en 1975, on se retrouve avec quatre camarades qui sont morts, en quatre jours, au cours de manifestations, tu comprends que si tu descends manifester, c'est ça que tu risques. Et donc tu dois aussi avoir la possibilité de te défendre, te défendre toi, mais aussi défendre le cortège. Donc les services d'ordre, à l'époque, ils avaient ce devoir, celui de défendre le cortège... et puis ensuite évidemment, il y avait aussi l'objectif d'arriver à un endroit précis et donc les services d'ordre faisaient en sorte d'y arriver. Mais au moment de l'affrontement, les services d'ordres devaient défendre, pour ainsi dire, le cortège. Et donc défendre le cortège, à un certain moment, ça voulait dire s'opposer aussi d'une certaine manière. À Rome, pour s'opposer aux fascistes, quand les fascistes étaient tous armés jusqu'aux dents, il valait mieux être armé aussi, ou bien aller ailleurs, sinon tu te faisais massacrer. Donc il y a des niveaux tels qu'on est obligé de t'adapter. »

¹ Âge d'entrée en militance : $\gamma 1$: 15-17 ans ; $\gamma 2$: 18-20 ans.

² La thèse de Bosì et Della Porta est que les militants s'inscrivant dans le paradigme solidariste sont moins politisés et plutôt portés par des mobiles affectifs ou émotionnels, pris dans un climat de radicalité et de violence politique prégnant dans le pays et dans les groupes qu'ils rejoignent. Cette thèse est reprise dans Della Porta (2013).

³ Plutôt que ceux du PIRA étudiés en comparaison avec les Brigadistes par Bosì et Della Porta (2012).

Violence réactive et affirmation du sujet révolutionnaire

Ces éléments confirment encore l'inadéquation d'une dichotomie entre usage défensif et recours stratégique à la violence politique, dans la mesure où la défense participe d'une stratégie politique et opérationnelle dont la position antonyme serait de sortir de la conflictualité et du rapport de force. La logique défensive est en outre moins portée par la « recherche de sens et de loyauté envers le groupe de pairs » (Bosi et Della Porta, 2012, p. 381) que par un positionnement cadré comme défensif, dans une logique de type vitale (voir M. F. supra 3.1) eu égard à ce qui est cadré comme une attaque de la part de l'ennemi politique puis de l'ennemi qu'est l'État, jouissant du monopole de la violence légitime. Il s'agit à la fois, pour ces militants et ces groupes, de prendre position dans l'espace dans la contestation et de s'affirmer comme sujet(s) révolutionnaire(s)¹. Dans ces groupes d'extrême gauche, la violence défensive est renvoyée à la nécessité vitale, comme *praxis* de résistance (voir Dorlin, 2017) dans une dynamique d'*affirmation* individuelle et politique *de soi*. Se défendre en attaquant participe de l'affirmation de soi d'un sujet qui tend ainsi à « déclarer une guerre qui ne dit pas son nom, c'est-à-dire à rétablir les modalités d'un combat à *armes*

¹ Alexandra ne manque pas de souligner le passage progressif de la violence défensive à une violence offensive : « On part toujours du principe que la violence peut être légitimée uniquement en tant que légitime défense. Jusqu'à un certain point, il m'a paru que la violence, même lorsqu'elle était exercée par exemple par nos services d'ordre durant les manifestations, était une forme de légitime défense. En réalité, cela dépassait rapidement les bornes de la légitime défense pour devenir une attaque préventive – je ne sais pas comment expliquer – une guerre préventive, là aussi. Et donc, la frontière était très ténue, vraiment très ténue. Donc moi, je ne sais pas... à ce moment-là, je voyais plutôt notre choix de la violence, et de la lutte armée, comme une forme extrême de légitime défense, par certains côtés. C'est comme ça que je la voyais au début. Mais en réalité, pour moi, c'était une forme d'attaque... à partir du moment où tu es à l'intérieur d'une idéologie révolutionnaire, la violence apparaît comme la forme la plus à même de contribuer à l'accouchement d'une société nouvelle. »

égales » (Dorlin, 2017, p. 130) comme le reflètent les réflexions sur « la nécessité de s'armer » qui traversent les groupes extra-parlementaires face à la violence de l'extrême droite et de l'État. Mathias, retraçant l'histoire de PL, identifie avec précision les étapes de l'évolution de la violence sociale dans l'Italie de l'époque :

« À partir de 1974-1975, il commence à y avoir des affrontements dans les rues très violents. Petit à petit, descendre manifester, ça voulait dire accepter des niveaux d'affrontement élevés. Le simple fait de descendre dans la rue. À cette époque, aller manifester, ça devenait... je me rappelle parfaitement en 1975, il y avait des camarades qui mouraient en manif, je ne dirais pas tous les jours, mais durant cette année, il me semble qu'il y a eu pratiquement une dizaine de camarades qui sont morts en manifestation. Donc ça, ça *provoque une réaction de notre part*, clairement, pas tant dans le but d'élever le niveau de l'affrontement, mais simplement pour continuer à descendre dans la rue, pour tenir la rue. Et ça, ça voulait bien sûr dire accepter un niveau d'affrontement je dirais de type militaire, et accepter le type de réponse que nous donnions. »

La volonté de « prendre position » dans l'espace de la contestation et de prendre position stratégiquement dans l'espace politique se dessine également dans l'émergence du narratif de la guerre civile larvée ou de la guerre de basse intensité dont on sait le rôle qu'il a joué assez tôt dans les processus d'engagement militant (voir B. R., xxx, 2021). Cette option stratégique contribue à remettre en question les positions sociales et les rapports de domination, à restituer une dignité aux combattants, à restaurer la fierté des minorités réprimées qui deviennent alors « belligérantes » ou « résistantes », comme on le voit par exemple dans la posture offensive d'ouvriers de la Fiat à Corso Traiano suite à la répression armée du 9 avril 1969 à Battipaglia. On le perçoit également dans les justifications proposées par Pietro, ex-Brigadiste, interrogé sur ses motivations dans le combat et la lutte. Il considère que c'était « avant tout un combat pour ma dignité, en tant qu'être humain. Quand il y a des présages révolutionnaires, dans beaucoup de pays, comme c'était le cas à la fin des années 1960 et au début de la décennie suivante, ceux qui sont du côté des

opprimés, ceux qui critiquent l'oppression défendent leur dignité humaine, ils refusent de finir dans le piège du charlatanisme, de l'hypocrisie, dans la mesure où ils participent d'une manière ou d'une autre à la lutte révolutionnaire, y compris de la manière la moins violente, par la simple désobéissance civile. Comme le dit Che Guevara, "l'homme doit marcher avec le visage tourné vers le soleil, de manière à ce que celui-ci le brûle et le marque de sa dignité. L'homme qui baisse la tête perd cette dignité" ».

Dans le contexte de l'Italie de l'époque, « l'auto-défense doit se comprendre comme la condition par laquelle un sujet politique révolutionnaire est rendu possible » (Dorlin, 2017, p. 131). L'auto-défense, la résistance nourrit le mythe fondateur du sujet révolutionnaire et fournit la matière d'un récit (Dorlin, 2017, p. 133) que les propos de Pietro illustrent de façon emblématique. Des symboles internationaux et des mythes comme celui de Che Guevara ou du Viêt-Cong, au même titre que la répression d'État, alimentent le discours et les justifications relatives au nécessaire recours à la violence. Dans cette logique, la mise en évidence de la violence du système, de celle de l'ennemi ou de la violence inhérente aux circonstances historiques devient un enjeu de la description – et de l'interprétation – des situations auxquelles les acteurs s'affrontent. La conviction est qu'à la force et à la violence, on ne peut répondre que par la violence. Le cadrage de situation joue alors un rôle central et participe d'une redéfinition de la notion de violence et de son contenu. Ce cadrage peut notamment consister à se présenter comme acteurs d'une violence avant tout subie que Paolino met en scène, lorsqu'il retrace sa première action « violente » :

« Je faisais partie d'un collectif à Milan et quelqu'un est arrivé de la revue *Rosso* et nous a appris... Bon, il y avait eu des arrestations dans le milieu de *Soccorso Rosso*, dans la région de Bologne. Donc il était nécessaire d'apporter une réponse immédiate. L'Autonomie a organisé la manifestation. La veille, on décide, dans les centres sociaux les plus impliqués, de préparer des cocktails Molotov, avec de la paraffine, parce que la paraffine a un fort pouvoir calorifique. Et là, des dirigeants de *Rosso* arrivent. Oui, c'était les chefs, les premiers noyaux de Prima Linea qui était encore en formation, ou du moins du collectif qui allait constituer Prima Linea.

C'était la manifestation au cours de laquelle est mort le pauvre Custra¹ ma première action a été de lancer des cocktails Molotov contre la police. »

Ce cadrage « réactif » du recours à la violence politique ne permet pas de conclure que, parmi les acteurs qui convoquent le paradigme défensif, la politique constitue une forme de violence². *A contrario*, les acteurs qui assument et justifient le recours à la violence politique sont mus par la conviction que celle-ci constitue une façon de « faire de la politique autrement », comme le rappelle Demis :

« Concernant les actions militaires, clandestines, accomplies par les organisations armées à cette époque. Au début, c'était peu de choses, mais on parlait quand même déjà d'enlèvements, et il y a eu des enlèvements. Ensuite il y a eu des assassinats. Pour nous, le fait que tu ne puisses pas revendiquer sans dommages la paternité de ces actions, cela signifiait qu'il n'existait pas de mobilisation sociale à même d'empêcher la répression, et donc, la possibilité d'user [de] ces méthodes n'était pas garantie et ne permettait pas d'entraîner un changement politique. »

S'exprime alors moins la « prise de rôle martial » (Sommier, 2012, p. 23) que l'affirmation de soi comme sujet politique, en l'occurrence, comme sujet révolutionnaire pour lequel le recours à l'illégalité, à la force et à la violence sont des outils politiques se plaçant certes en marge de la légalité mais considérés comme légitimes par ceux qui s'en saisissent. Si l'usage stratégique de la violence comme « élément quotidien dans la gestion des conflits » est plutôt une caractéristique de *certain*s groupes au moment de leur émergence et de leur positionnement sur la scène de la contestation³, en revanche lorsque les BR – et dans une moindre mesure PL – optent pour la stratégie d'« attaque au cœur de l'État », on se trouve bien face à un usage politique de la contrainte et de l'homicide politique⁴.

¹ Agent de police tué à Milan le 14 mai 1977 lors d'une manifestation.

² Que Bosi et Della Porta (2012, p. 376 et 381) attribuent aux militants de la voie solidariste.

³ Voir comment LC et PL émergent à partir de SO de mouvements lycéens notamment.

⁴ Voir BR, « Contre le néo-gaullisme, porter l'attaque au cœur de l'État », avril 1974 ; « Résolution de la direction stratégique », avril 1975.

Une « escalade » de la violence ?

L'analyse de la perception de la COP permet de préciser les contours du mécanisme portant sur le jeu – favorable ou non – entre « opportunité et menace » entre le mouvement social et le système politique, à l'initiale du recours à la violence politique. Nous aborderons à présent un second mécanisme suggérant de considérer ce phénomène à partir de « l'escalade action-réaction » entre les acteurs du mouvement social et les forces adversaires, clandestines et légales. Les extraits d'entretien précédemment mentionnés et la collecte de données primaires permettent de saisir les effets de ce mécanisme, là où la littérature secondaire, en langue française et anglaise, a eu tendance à placer prioritairement l'accent sur les effets des rivalités organisationnelles¹. On a par exemple suggéré que « l'élévation des niveaux de violence est [...] toujours favorisée par deux autres facteurs étroitement associés : la compétition entre les groupes opposés ou de même orientation ; les dynamiques de socialisation secondaire et de prise de rôle martial. » (Sommier, 2012, p. 22) Or l'analyse de type microsociologique permet de nuancer la fonction conférée aux rivalités organisationnelles. Il semble en outre que l'importance attribuée à la « prise de rôle martial » traduise à la fois une lecture genrée et une sous-estimation des motivations politiques sous-jacentes aux actions militaires que nous avons précédemment mises en évidence.

En outre, l'interprétation par la concurrence organisationnelle résiste assez mal à la chronologie et au caractère éphémère des organisations extra-parlementaires. PO se dissout au printemps 1973. LC n'a d'existence qu'entre 1974 et 1976. En 1975, *Avanguardia Operaia* entre dans une coalition électorale avec la Démocratie Prolétarienne, LC et le Parti de l'Unité Prolétarienne pour le Communisme. PL est principalement active entre 1976 et 1981-1983. Les BR sont actives sur

¹ On a ainsi expliqué l'émergence de la violence illégale par « la rivalité entre les organisations dans un environnement où pullulent les mouvements sociaux, les "chapelles" – partageant les mêmes orientations et parfois alliées sur certains sujets – ainsi que des secteurs plus larges des mouvements sociaux, impliquant une pluralité d'acteurs » (Della Porta, 2013, p. 285).

l'ensemble de la période. Ces organisations se développent dans un contexte où l'Autonomie ouvrière est forte à partir de 1975-1976. Après 1977, une partie de ses militants rejoint PL et les BR. Cette énumération s'opère sans compter les formations qui ont moins marqué l'histoire italienne du fait de leur potentiel opérationnel plus limité. Celles-ci n'ont alors pu se poser en « concurrents » de structures plus organisées sur l'ensemble de la péninsule. Si l'on doit reconnaître les efforts menés par certains groupes comme les BR, en particulier à une phase avancée du conflit, pour attirer à eux des militants du Mouvement social, il semble plus approprié de parler de positionnement au sein de l'espace social de la contestation que de « concurrence », à strictement parler, organisationnelle, dans la mesure où l'option, prise au milieu des années 1970, de l'assassinat politique a constitué un clivage majeur au sein des groupes extra-parlementaires. Loin d'instituer une rivalité, cette orientation a contribué à cliver les collectifs entre PL et les BR, pour une part, et le reste des formations ou du Mouvement social, de l'autre. Saro en témoigne de façon concise :

« Les deux positions essentielles, c'étaient celles que je t'ai données. D'un côté, ceux qui proposaient la formation d'un parti armé qui vise la conquête du Palais d'Hiver, de l'autre, ceux qui, à travers l'usage de la force, mais non de la violence, continuaient à revendiquer, à prétendre à plus de droits, dans différents registres et dans différentes situations. [...] C'étaient les deux positions politiques. »²

Enfin, parvenue à un stade avancé du conflit social, l'Italie a plutôt connu la dissolution des organisations extra-parlementaires qui a eu pour effet de laisser le seul champ de la contestation libre, à l'extrême gauche, pour les BR.

Du côté microsociologique et temporel, le paradigme défensif ne coïncide pas strictement avec la phase ultime du conflit politique ou avec ce que l'on a nommé l'« escalade » de la violence. La chronologie des années 1970 démontre que ce paradigme intervient, non pas dans la phase d'« escalade » du conflit et des affrontements, mais dès l'origine, comme en témoigne A. Stella (voir supra 3.). Ce modèle du recours à la violence politique, comme le paradigme idéologique (ou politico-pragmatique), convoque des médiations

² Voir la suite du propos de Saro en annexe 4.

cognitives et un cadrage spécifique, mobilisant notamment le souvenir de la guerre, en l'occurrence de la résistance contre le fascisme (xxx, 2020a), et la crainte d'un coup d'État autoritaire, le contexte n'étant pas l'unique vecteur du recours à la violence, de même que l'idéologie seule et comme telle ne constitue pas une condition suffisante du développement de la violence.

La superposition entre représentations normatives et périodes temporelles¹ est particulièrement délicate dans le cas de l'Italie du fait de l'accélération du temps et de l'intensité événementielle sur moins de deux décennies. Dans l'ensemble, il s'agit d'à peine 15 ans, entre 1968 et le début des années 1980 (PL est dissoute en 1983 par exemple). Entre 1975 et 1980, se dessine une forme d'accélération à la fois de la répression et des actions spectaculaires des groupes armés. Dans un contexte aussi intense, il est périlleux de distinguer des formes d'engagement spécifiques, en particulier pour des militants qui ont des trajectoires politique remontant souvent à leur adolescence – ce trait caractérisant la quasi-totalité des personnes rencontrées dans l'enquête. Il est d'autant moins pertinent de considérer que le paradigme défensif intervient dans la phase ultime du conflit politique que la période historique s'ouvre avec l'événement fondateur de la Piazza Fontana en décembre 1969, dont il est rapidement apparu qu'il était le fait de l'extrême droite, adossée aux services secrets de l'État. Or cet attentat place, dans l'esprit des activistes d'extrême gauche, l'idée de la nécessité d'une autodéfense.

La violence politique se développant au cours de processus de long terme, il serait réducteur de s'en tenir à l'identification de conditions préexistantes, dans la mesure où celles-ci se forment également au cours de l'action. En ce sens, la violence est un phénomène émergent, qui reproduit au sein même de l'action les conditions de son développement. Ainsi des événements transformatifs, répressifs ou renvoyant à la violence illégale de l'État, nourrissent

¹ La voie « idéologique » coïncidant avec celle de la première génération militante et la voie « solidariste » avec les derniers engagés dans l'étude à laquelle nous faisons référence. L'une des raisons pour lesquelles les distinctions proposées (voir Bosi et Della Porta, 2012 ; Della Porta, 2013) sont difficilement opératoires (notamment les trois voies de l'activisme armé étendues à d'autres trajectoires que celle des Brigadistes) est que sur la période étudiée, le temps s'accélère.

l'escalade [de la violence] par la constitution d'identités radicales, ainsi qu'en forçant les acteurs à prendre position (Sewell, 1996). Se dessinent alors des « mécanismes causaux, au sens de chaînes d'interactions au cours desquelles les conditions structurelles sont sélectionnées, produisent des effets mais se voient également transformées » (Della Porta, 2013, p. 283).

Ces mécanismes causaux engendrent, pour la période que nous traitons, plusieurs formes de « violence du contexte ». Bosi et Della Porta mettent en avant le rôle des batailles de rue entre groupes d'extrême gauche et d'extrême droite ainsi que d'un environnement radicalisé. Pourtant ces affrontements ont marqué l'histoire italienne dès le début du « Long 68 ». Les fondateurs des groupes clandestins sont confrontés à une violence institutionnelle réprimant les mouvements sociaux. Pour les générations suivantes, la violence est celle de l'ennemi idéologique (extrême droite) et de la violence politique illégale de l'État (attentats, répression policières et judiciaires, tortures). La notion d'« escalade » de la violence, couramment convoquée dans la littérature secondaire, appelle en outre une réflexion critique en particulier dans un contexte où la répression contre les mouvements sociaux est très forte dès les années 1950-1960. Parle-t-on d'« escalade », lorsque le Mouvement social « répond » à la violence d'État plutôt que d'abandonner ses revendications, et lorsqu'il y a violence de part et d'autre ? Évoque-t-on une « escalade » de la violence, lorsqu'il y a un accroissement numérique des actions militaires et paramilitaires, ou encore du nombre de victimes sachant que la part de celles dues à des actions supportées par l'État est loin d'être négligeable² ? Il

² Au cours des années 1960-1970, les groupes d'extrême gauche ont tué 60 personnes lors de 71 attaques. Ceux d'extrême droite ont fait 120 victimes mortelles en 27 actions (Engene, 2004, p. 136). Entre 1969 et 1982, l'extrême droite a perpétré en Italie 2 925 actions violentes contre 1 173 par l'extrême gauche (Della Porta, 2013, p. 185). Elles sont au nombre de 148 en 1969, de 286 en 1970 et avoisinent une moyenne de 400 les années suivantes. Elles descendent à 154 en 1975 et à 110 en 1976, puis remontent à 279 en 1978. L'extrême droite a commandité des actions plus sanglantes en Italie que l'extrême gauche. Elle est responsable de l'attaque de 51 personnes contre 272 pour l'extrême gauche mais ses actions ont fait 758 victimes dont 186 morts, les

convient en effet de ne pas seulement prendre en compte les actions des groupes illégaux mais aussi la violence d'État qui, dans le cas de l'Italie, est spectaculaire. Du fait de la stratégie de la tension qui s'ouvre en 1969, il est délicat, dans ce contexte, de parler au sens strict et d'un point de vue chronologique, d'« escalade de la violence » tant il est dense entre 1969 et 1980 sauf à considérer les groupes clandestins comme uniques vecteurs de cette violence.

Eu égard aux éléments chronologiques précédemment mentionnés, il apparaît que « l'escalade de la violence » en Italie n'a pas pour acmé les batailles de rue ni l'affrontement entre les groupes d'opposants politiques mais un durcissement de la répression avec une systématisation des arrestations, la pratique de la torture et une stratégie de la tension où, d'une part, l'État se fait un acteur central de la violence et, d'autre part, les organisations passent à l'atteinte aux personnes. Il est plus pertinent, d'un point de vue heuristique et lorsque l'on traite de violence politique, d'appréhender la dite escalade au niveau macro plutôt qu'au niveau microsociologique. En effet, envisager ce phénomène à partir de la stratégie de la tension plutôt que des seuls affrontements de rue autorise un cadrage plus approprié des moyens d'action politique, en particulier lorsqu'il est question d'étudier les effets du contexte sur les organisations armées plutôt que le Mouvement social en tant que tel. Se dessine alors une influence du niveau macro sur les niveaux méso et micro, comme en attestent les entretiens menés (voir aussi xxx, 2020b, annexe 4).

Conclusion

L'étude du cadrage de la violence politique que nous avons proposée, nourrie d'une enquête de sociologie empirique, contribue à récuser la dichotomie entre un rapport idéologique et une approche instrumentale ou stratégique de la violence politique, pour les groupes révolutionnaires italiens des années 1960-1980, et propose de lui substituer la partition entre approche insurrectionnaliste et approche défensive. Elle

chiffres étant respectivement pour l'extrême gauche de 360 et 164 (Della Porta, 2013, p. 186).

demande, en premier lieu, de subsumer l'interprétation pragmatique ou instrumentale de la violence politique sous l'approche politico-idéologique, le discours révolutionnaire et l'utopie émancipatrice s'articulant, de façon constitutive, autour d'un rapport stratégique à la violence politique. Elle impose en outre de dissocier lecture chronologique et lecture axiologique pour considérer que le rapport défensif à la violence n'intervient pas une phase d'« escalade » du conflit que l'on ferait correspondre à des étapes ultérieures de son développement mais que ce paradigme surgit dès l'origine de l'affrontement, du fait de la mise en œuvre spectaculaire de la violence d'État.

Si l'on considère l'adhésion, au sein des groupes étudiés, aux paradigmes insurrectionnaliste (ou idéologico-politique) et défensif, on observe, d'une part, que la prégnance des mobiles politiques est d'autant plus forte que les acteurs appartiennent à des organisations se caractérisant par l'action politique violente (voir 0). D'autre part, la prévalence du motif idéologique sur le mobile défensif apparaît récurrente, y compris au fil des générations (voir 0). La persistance sur le long terme de ces motivations tend enfin à remettre en question l'incidence de la « prise de rôle martial » dans le recours à la violence politique.

Pour chacun des deux paradigmes est mobilisé un cadrage axiologique distinct dont la « résonance » du cadre varie. Dans le premier cas et lorsque la politique légale est perçue et cadrée comme une violence sociale systémique, défendue par des forces de l'ordre dont le monopole de la violence a perdu sa légitimité aux yeux des contestataires, il devient légitime de convoquer la violence politique comme un moyen de « faire de la politique autrement ». Cette violence participe alors au positionnement dans l'espace dans la contestation. Sa justification axiologique s'explicité soit dans les termes d'une logique d'affrontement inéluctable soit en termes d'auto-défense. Dans le second cas, la violence défensive est cadrée comme *praxis* de résistance et renvoyée à la nécessité vitale dans une dynamique d'affirmation politique, collective et individuelle de soi. Dès lors, émerge la conviction qu'à la force et à la violence, on ne peut répondre que par la violence. Le paradigme défensif consiste à assumer la violence, non pas dans une logique insurrectionnaliste, mais plutôt dans une logique à la fois de résistance (contre l'ennemi historique) et

d'occupation de l'espace symbolico-politique comme de l'espace social de la contestation. Dans les deux cas, le cadrage de situation joue un rôle central dans la redéfinition de la notion de violence et de son sens.

Au-delà de la réinterprétation du phénomène de la violence, le cadrage situationnel propose une représentation déterminée du contexte macrosocial. Au sein des groupes étudiés, ce sont ceux qui ont pris les options militaires les plus marquées que la perception d'une COP est la plus présente, confirmant ainsi l'existence d'un mécanisme causal entre ce type de perception et la mise en œuvre de la violence politique. Cette représentation, nourrie par une évolution contextuelle bien documentée, est en outre davantage partagée par les acteurs nés après 1950 et qui sont dans la vingtaine au cours de la décennie 1970.

L'analyse que nous proposons des positions de l'extrême gauche italienne des années 1960-1980 se distingue des travaux jusqu'alors menés sur l'Italie (Bosi et Della Porta, 2012 ; Della Porta, 2013 ; Sommier, 1992), non seulement dans l'explicitation des paradigmes interprétatifs de la violence politique, mais également concernant l'identification de leur émergence temporelle. Nous avons souligné leur coexistence dès l'origine des mobilisations sociales, associé à un glissement autour de 1976-

1977. Cette superposition des conceptualisations de la violence tient à la diversité de l'orientation idéologique des groupes mais aussi à leur proximité avec telle ou telle frange du mouvement social (monde ouvrier, groupes urbains marginalisés, féministes, etc.). Approche insurrectionnaliste et approche défensive traduisent le positionnement de collectifs nourrissant une visée révolutionnaire de renversement du pouvoir (BR, PL), d'une part, et de ceux qui se conçoivent comme un soutien des luttes sociales plutôt que comme leur moteur (PO, Autonomie), d'autre part.

Enfin, l'analyse de type microsociologique, fondée sur le recueil de données primaires, permet de nuancer la fonction conférée aux rivalités organisationnelles dans le mécanisme de « l'escalade » de la violence. Une lecture par le positionnement au sein du champ de la contestation, d'une part, et de l'espace social, d'autre part, semble plus heuristique que celle de la « concurrence » organisationnelle, dans la mesure où, d'une part, les collectifs ont pris dès le milieu des années 1970 des options stratégiques divergentes puis, d'autre part, du fait de la dissolution des groupes extra-parlementaires dans la seconde moitié de cette décennie.

RÉFÉRENCES

- Alimi Eitan Y., « Relational Dynamics in Factional Adoption of Terrorist Tactics : A Comparative Perspective », *Theory and Society*, vol. 40, n° 1, 2011, p. 95-119.
- Bennani-Chraïbi Mounia et Olivier Fillieule, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires. Retour sur les révoltes arabes », *Revue française de science politique*, 2012, vol. 62, n° 5, p. 767-796.
- Bosi Lorenzo, « Explaining Pathways to Armed Activism in the Provisional Irish Republican Army, 1969-1972 », *Social Science History*, vol. 36, n° 3, Août 2012, p. 347-390.
- Bosi Lorenzo et Donatella Della Porta, « Micro-mobilization into Armed Groups: Ideological, Instrumental and Solidaristic Paths », *Qual. Sociol.*, vol. 35, 2012, p. 361-383.
- Braud Philippe et François Burdeau, *Histoire des idées politiques depuis la Révolution*, Paris, Rééd. Montchrestien, 1992.
- Bronner Géraud, *La pensée extrême. Comment des hommes ordinaires deviennent des fanatiques*, Paris, Denoël, 2009.
- Cavazzini Andrea, « Lutttes ouvrières et années de plomb en Italie : de la centralité ouvrière à l'occultation du conflit ? », *Quaderni*, vol. 2, n° 84, 2014, p. 41-56.
- Della Porta Donatella, *Clandestine Political Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.
- Dorlin Elsa, *Se défendre. Une philosophie de la violence*, Paris, La Découverte, 2017.
- Engene Jan Oskar, *Terrorism In Western Europe: Explaining The Trends Since 1950*, Cheltenham, Edward Elgar, 2004.
- Fillieule Olivier, Éric Agrikoliansky et Isabelle Sommier, *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010.
- Fireman Bruce et William H. Gamson, « Utilitarian Logic in the Resource Mobilization Perspective », in Mayer N. Zald et John D. McCarthy (eds.), *The Dynamics of Social Movements*, Cambridge (MA), Winthrop Publishers, 1979, p. 8-45.
- Grojean Olivier, « “Les aléas d’un terrain comme révélateurs de sa structuration”. Gestion et objectivation d’une relation d’enquête sur une mouvance radicale et transnationale », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 17, n° 4, 2010, p. 63-76.
- Gurr Ted Robert, *Why Men Rebel ?*, Princeton, Princeton University Press, 1970.
- Klandermans Bert, « The Expected Number of Participants, the Effectiveness of Collective Action, and the Willingness to Participate: The Free-Riders Dilemma Reconsidered », Paper presented at the meetings of the American Sociological Association, Detroit, 1983.
- Klandermans Bert, « Mobilization and Participation: SocialPsychological Expansions of Resource Mobilization Theory », *American Sociological Review*, vol. 49, 1984, p. 583-600.
- Laperrière A., « Les critères de scientificité des méthodes qualitatives », in J. Poupart, J.-P. Deslauriers, L.-H. Groulx, A. Laperrière, R. Mayer et A. P. Pires (dir.), *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Boucherville (Québec), Gaëtan Morin éd., 1997.
- Moghadam Assaf, « The Salafi-Jihad as a Religious Ideology », février 2008, vol. 1, n° 3, p. 1-3.
- Moretti M., *Brigate Rosse. Une histoire italienne* [1994] Paris, Editions Amsterdam, 2010.
- Novelli Diego et Nicola Tranfaglia, *Vite sospese. Le generazioni del terrorismo*, Milan, Garzanti, 1988.
- Oberschall A., « Loosely Structured Collective Conflicts. A Theory and an Application », in Louis Kreisberg (ed.), *Research in Social Movements, Conflict and Change*, vol. 3, Greenwich (CT), JAI Press, 1980, p. 45-88.
- Oliver Pamela, « If You Don't Do It, Nobody Will: Active and Token Contributors to Local Collective Action », *American Sociological Review*, vol. 49, 1984, p. 601-610.
- Olson M., « Social Networks and Social Movements: A Microstructural Approach to Differential Recruitment » *American Sociological Review*, vol. 45, 1980, p. 787-801.
- Piven Frances Fox et Richard A. Cloward, *Poor Peoples' Movements*, New York, Vintage Books, 1977.

Snow David A., « Framing Processes, Ideology, and Discursive Fields », in David A. Snow, Sarah A. Soule et Hanspeter Kriesi (dir.), *The Blackwell Companion to Social Movements*, Oxford, Blackwell, 2004.

Snow David A. et al., « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation », *American Sociological Review*, vol. 51, n° 4, 1986, p. 464-481.

Sommier Isabelle, « La Résistance comme référence légitimatrice de la violence », *Politix*, n° 17, 1^{er} trimestre 1992, p. 86-103.

Sommier Isabelle, *La violence révolutionnaire*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. Contester, 2008.

Sommier Isabelle, « Engagement radical, désengagement et déradicalisation. Continuum et lignes de fracture », *Lien social et Politiques*, n° 68, 2012, p. 15-35.

Virno P., « Do you remember revolution ? », *Il Manifesto*, 20-22 février 1983.

Westby D. L., « Strategic Imperative, Ideology, and Frame », *Mobilization*, vol. 3, n° 7, 2002.

Wilson Thomas, *Introduction to Social Movements*, New York, Basic Books, 1973.

Zald M. N., « Ideologically Structured Action: An Enlarged Agenda for Social Movement Research », *Mobilization: An International Quarterly*, vol. 5, n° 1, March 2000.

ANNEXES

Annexe 1

TABLEAU VII LISTE DES ENQUETES AVEC LEURS CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES

Pseudonyme	Sexe	Année de naissance	Génération civiles	Organisation	Génération d'engagement	Années de détention	Profession du père
Alberto Franceschini	M	1947	G 1	Brigades Rouges	γ 1	18 ans	Ouvrier
Paola	F	1947	G 1	BR	γ 3	17 ans	Petit commerçant
Alexandra	F	1950	G 2	BR	γ 2	15 ans	Avocat
Margareth	F	1950	G 2	BR	γ 2	3 ans et demi	Commerçant
F. P.	M	1951	G 2	BR	γ 3	23 ans et demi	Maçon
Aloys	M	1956	G 2	BR	γ 3	1 ans et demi	Ouvrier
Pietro	M	1957	G 2	BR	γ 2	18 ans	Fonctionnaire
Melchior	M	1948	G 1	Prima Linea	γ 1	17 ans	Ouvrier
S. R.	F	1950	G 2	PL	γ 1	7 ans et demi et 20	Artisan à son compte

						ans de mesure de substitution	
Paolo Margini	M	1950	G 2	PL	γ 2	5 ans	Chef de petite entreprise
B. L.	M	1953	G 2	PL	γ 2	11 ans	Ouvrier
Sergio Segio	M	1955	G 2	PL	γ 2	24 ans	Ouvrier
M. F.	M	1955	G 2	PL	γ 1	7 ans et demi	Employé administratif d'entreprise (employé de banque)
Paolino	M	1956	G 2	PL	γ 1	14 ans	Ouvrier
Massimo Battisaldo	M	1956	G 2	PL	γ 1	11 ans	Commerçant
Mathias	M	1959	G 2	PL	γ 1	10 ans	Petit commerçant
Anna Soldati	F	1962	G 3	PL	γ 1	2 mois et demi	Entrepreneur
Marco Boato	M	1944	G 1	Lotta Continua	γ 3	6 jours	Artisan
Guillermo	M	1953	G 2	LC	γ 1	-	Réalisateur de cinéma, scénariste
E. B.	M	1954	G 2	LC	γ 1	5 ans	Ouvrier
Théodore	M	1933	G 1	Potere Operaio, Autonomie ouvrière	γ 3	11 ans	Employé
Guillem	M	1947	G 1	PO	γ 2	4 ans et 9 mois	Ouvrier du bâtiment
Saro	M	1948	G 1	PO, Autonomie ouvrière	γ 2	3 mois	Avocat
Emilia	F	1951	G 2	PO	γ 2	1 an	Ingénieur
Alessandro Stella	M	1956	G 2	PO, Autonomie ouvrière	γ 1	exil	Enseignant
Demis	M	1946	G 1	Autonomie	γ 3	10 ans	Médecin
Guiseppe	M	1947	G 1	Autonomie ouvrière	γ 2	1 an et demi	Menuisier
Paloma	F	1947	G 1	Autonomie ouvrière	γ 3	1 an	Coiffeur
Gihen	M	1948	G 1	Autonomie ouvrière	γ 3	-	Responsable d'usine
Mateus	M	1954	G 2	Autonomie	γ 1	-	Ingénieur

Violence insurrectionnaliste et violence défensive. Comprendre l'usage de la violence politique de l'extrême gauche italienne dans les années 1960-1980

Cinq des enquêtés ont refusé l'anonymat, en l'occurrence Marco Boato, Paolo Margini, Sergio Segio, Alessandro Stella et Anna Soldati. Deux personnes ont accepté que leur identité soit révélée (Massimo Battisaldo et Alberto Franceschini). Les sept figurent donc dans le tableau sous leur véritable identité.

Légende : G 1 : génération née avant 1950 ; G 2 : génération née avant 1960 (décennie 1950) ; G 3 : génération née après 1960 (décennie 1960).

γ 1 : engagement entre 15 et 17 ans ; γ 2 : 18-20 ans ; γ 3 : après 20 ans.

Annexe 2

Autonomie ouvrière

Au milieu des années 1970, une série de groupes régionaux, aux sigles divers (Comitati Autonomi, Collettivi Politici, Comitati Comunisti, etc.) et changeant, se reconnaissent dans un mouvement qui s'auto-définit comme Autonomie ouvrière (Autonomia Operaia). Ses militants viennent pour partie de PO, pour partie de Lotta Continua (LC) mais sont, en grande majorité de nouveaux activistes, souvent jeunes.

Brigades Rouges

Les Brigades Rouges (BR) voit le jour dans le contexte des révoltes ouvrières et étudiantes de la fin des années 1960 et du début des années 1970. Le groupe revendique une première action le 17 septembre 1970 avec l'incendie d'une voiture d'un cadre de Siemens¹. Les BR sont connues pour l'enlèvement du leader de la Démocratie Chrétienne (DC) Aldo Moro, qui est exécuté le 9 mai 1978, après 55 jours de détention. La dernière action revendiquée par un groupe s'inscrivant dans la filiation des BR consiste dans l'exécution de Massimo D'Antona, conseiller du ministre du travail, le 20 mai 1999, par un commando des BR-PCC.

Lotta Continua

LC, d'inspiration opéraïste, est issue du mouvement ouvrier et étudiant. Elle est principalement active entre 1974 et 1976, plaçant à son actif l'exécution du commissaire Luigi Calabresi, par un de ses commandos, le 17 mai 1972. En 1976, LC s'associe à la coalition « Démocratie prolétarienne » pour participer aux élections générales sans remporter de véritable succès. Ce résultat conduit, dans la foulée, à la dissolution de LC.

Prima Linea

PL naît, en avril 1977, d'une scission au sein du Comitato Comunisti per il Potere Operaio (CCPO), après que la répression a touché certains de ses membres. La première action signée par PL a pourtant lieu le 30 novembre 1976 avec une intrusion dans les locaux des dirigeants de Fiat. L'organisation a à son actif l'exécution de membres des forces de l'ordre, de juges, de « collaborateurs » de justice, de responsables d'usines, de professeurs d'université. À la fin des années 1970, PL subit la répression. Certains militants souhaitent quitter l'organisation qui s'auto-dissout en avril 1981.

¹ Dont le *Collettivo Politico Metropolitanano* (CPM) fut le véritable instigateur.

Potere Operaio

Potere Operaio (Pouvoir ouvrier, PO) incarne, en Italie, l'opéraiisme italien faisant de l'ouvrier la pièce cardinale des luttes sociopolitiques. Ce courant est né dans les années 1960, via des revues telles Quaderni Rossi, Quaderni Piacentini. PO est créé en 1969. Ses leaders les plus connus sont Antonio Negri, Oreste Scalzone, Franco Piperno. Le groupe se dissout au printemps 1973.

Annexe 3

TABLEAU VIII MOTIFS JUSTIFIANT L'ENGAGEMENT MILITANT

Motifs d'engagement	Politiques	Soutien à la classe ouvrière	Sentiments d'injustice	Affectif, réactif	Répression	Effectifs
BR	6	2	2	0	5	7
PL	9	4	3	2	3 ¹	10
LC	3	2	0	0	0	2
PO	3	5	1	0	0	5
Autonomie	3	2	1	0	0	4
	0	1	0	0	0	2
Total	24	19	7	2	8	-

Le 0 rassemble l'ensemble des occurrences mentionnées ce qui explique qu'elles soient supérieures au nombre d'activistes interrogés. La rubrique « Sentiment d'injustice » forme une catégorie distincte dans la mesure où celui-ci associe une émotion ou un sentiment à une appréciation normative renvoyant à une conception du juste. Ne sont comptées dans cette catégorie que les occurrences faisant référence à un jugement de justice impliquant une dimension axiologique. La colonne « Affectif, réactif » rassemble les occurrences d'une réaction à une situation jugée insupportable qu'elle soit ou non répressive. Les réactions s'exprimant dans des sentiments d'intolérable, d'inacceptable, d'insupportable, etc. selon une modalité émotionnelle plutôt qu'au sein d'une argumentation ont été placées dans la catégorie « Affectif, réaction ». Cette catégorie quoique proche de celle de « Répression » est donc plus englobante.

¹ Pour PL, il s'agit d'une répression ayant touché l'environnement proche.

:TABLEAU IX MOBILES POLITIQUES JUSTIFIANT L'ENGAGEMENT ILLÉGAL

Mobiles	Occurrences
Faire la révolution	13
Poursuivre une utopie ¹ (dont l'anticapitalisme (N = 2))	5
Lutter contre le <i>statu quo</i> politique	5
Lutter contre l'État	2
Transformer la société ²	13
Lutter contre l'injustice	2
Conquérir des droits	1
Résistance	1

Annexe 4

Sur la concurrence des organisations, Saro (PO, Autonomie ouvrière) :

« *Le mouvement collectif était bien articulé, bien sûr, mais il y avait aussi des positions très variées, de différentes natures, jusqu'à en venir à la lutte armée des BR, par exemple. À l'intérieur, plusieurs formations ont commencé à émerger, mais moi je les ai toujours vues comme des déviations, parce que du point de vue du contenu politique, les deux positions essentielles, c'étaient celles que je t'ai données. D'un côté, ceux qui proposaient la formation d'un parti armé qui vise la conquête du Palais d'Hiver, de l'autre, ceux qui, à travers l'usage de la force, mais non de la violence, continuaient à revendiquer, à prétendre à plus de droits, dans différents registres et dans différentes situations. Bon, laissons cela, parce que nous nous éloignons du sujet. Mais c'étaient les deux positions politiques.*

Ensuite, à l'intérieur de ces deux positions ont commencé à se développer des formations qui ont commencé à agir pour leur propre compte, à cause de leurs dynamiques internes, à mon avis. Il y en a eu beaucoup. On parle beaucoup de l'une d'elles aujourd'hui à cause de Cesare Battisti. Ces petits groupes n'avaient pas de ligne politique très précise, mais prenaient appui dans cette ambiance d'exaltation, qui existait dans tous les mouvements collectifs et dans tous les moments de lutte de l'époque. Ils apparaissaient à l'intérieur de ce mouvement d'enthousiasme collectif et ils faisaient un peu ce qui leur passait par la tête. Chacun pouvait élaborer sa propre théorie et se lancer, en occasionnant souvent des désastres. La catastrophe était surtout qu'ils précipitaient la dynamique de la répression, en devenant un point de référence : "ah, vous êtes tous pareils !". Et ils contribuaient à obscurcir la réalité. Ils stimulaient, ils ont stimulé la répression. Moro a été le point culminant de cet engrenage, d'une profonde répression. L'État a réagi lourdement, il a réagi. Il a réagi de manière désordonnée, vu la grande fragilité de sa situation. Les lois spéciales, en particulier, n'ont pas garanti ensuite un déroulement serein du processus. Battisti est une de ces victimes, disons-le clairement, ils lui ont donné quatre peines de prison à vie, mais on sait bien qu'il n'y est pour rien, voilà.

¹ Nous avons compté dans la catégorie « utopie » : « défendre une hypothèse politique, la bataille des idées, lutter pour un monde différent et plus juste, la référence aux luttes de libération et aux guérillas latino-américaines, l'anticapitalisme ».

² Dans la catégorie « transformer la société » figurent des occurrences comme : « transformation radicale de la société, changer le monde, changer l'état présent des choses et du monde, changer les choses, changer la société de façon rapide et violente, améliorer la qualité de nos vies, changer la réalité en partant de l'usine, changer les rapports personnels ».

Mais il est le produit de ce moment historique au cours duquel n'importe qui pensait qu'il était de son devoir d'élaborer des stratégies politiques, ce qui pouvait déboucher sur des choses absolument insensées, politiquement insignifiantes mais très dommageables, comme l'a montré l'histoire. Voilà, ça c'est le cadre général. Ça se vérifie aussi dans les moments dont vous me parlez, c'est-à-dire les manifestations. C'était aussi le cas à l'intérieur des manifestations, et il est indéniable que c'était aussi la conséquence du mouvement collectif. Une conséquence qui n'était pas voulue en tant que telle, certes. En tout cas pas par moi ni par beaucoup de ceux qui étaient comme moi. »

Résumé en langue italienne

L'Italia negli anni Sessanta e Ottanta ha vissuto una notevole ondata di violenza politica che ha coinvolto l'estrema destra, l'estrema sinistra e lo Stato. Per evidenziare i meccanismi che accompagnano l'emergere di questo tipo di fenomeno e il modo in cui gli attori della violenza si relazionano ad esso, abbiamo condotto un'indagine sociologica qualitativa su 30 attivisti extraparlamentari di sinistra di questo periodo. In opposizione alle ricerche fin qui svolte sul tema (Bosi e Della Porta, 2012; Della Porta, 2013; Sommier, 1992), mostreremo la necessità di includere l'interpretazione pragmatica della violenza politica nel suo paradigma politico-ideologico e di proporre una lettura critica dell'evoluzione temporale di questi modelli secondo le generazioni di attivisti incontrati, nel senso, ad esempio, che il paradigma della violenza difensiva non interviene nella fase di "escalation" del conflitto ma dalla sua origine. Evidenzieremo anche il ruolo della percezione di una chiusura delle opportunità politiche nei meccanismi di produzione della violenza all'interno dei gruppi politici più militarizzati piuttosto che nel più ampio movimento sociale.
